

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La démocratie en temps de guerre

Défis pour l'humanité

par Hans Köchler



Hans Köchler
(photo hanskoechler.com)

Le texte présenté ci-dessous est une traduction du discours d'ouverture prononcé (en anglais) par Hans Köchler, Président de l'International Progress Organization, lors du Forum mondial pour la Démocratie et la Paix 2023, qui s'est tenu à Berlin, le

15 février 2023, organisé par l'Academy of Cultural Diplomacy, une institution partenaire de l'Institute for Cultural Diplomacy (ICD), fondé à New York en 1999. Pendant quatre jours d'intenses débats animés par le Dr Köchler – également membre de la faculté de l'Académie de diplomatie culturelle et du Conseil consultatif de l'ICD – des hommes politiques, des diplomates, des universitaires, des étudiants et des défenseurs de la société civile, etc. venus, entre autres, d'Afghanistan, d'Autriche, de Bulgarie, de Croatie, du Danemark, d'Espagne, des Etats-Unis, d'Estonie, de France, d'Allemagne, de Grèce, d'Inde, d'Irlande, d'Italie, du Liban, de Lituanie, de Macédoine du Nord, de Malte, des Pays-Bas, du Pakistan, de Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni, de Roumanie, de Russie, de Serbie, de Suède, de Tunisie, de Turquie et d'Ukraine ont débattu sur le thème de la crise de la démocratie et des risques d'une guerre mondiale. Parmi les principaux intervenants figuraient les anciens chefs d'Etat et de gouvernement François Fillon (France), le Pr Emil Constantinescu (Roumanie), le Pr Gjorge Ivanov (Macédoine du Nord), le Dr Moncef Marzouki (Tunisie), le Dr Hassan Diab (Liban), M^{me} Dalia Grybauskaitė (Lituanie) et M^{me} Marie-Louise Coleiro Preca (Malte).

La vision kantienne de la paix perpétuelle

Pas de paix sans démocratie, pas de démocratie sans paix – c'étaient les convictions profondes d'une grande partie du mouvement pacifiste au siècle dernier, notamment durant les dernières décennies de la guerre froide. Les partisans de cette thèse d'une «paix démocratique» affirmaient s'inscrire dans la tradition du grand philosophe des Lumières, Emmanuel Kant, de Königsberg.¹ Dans son essai philosophique «Vers la paix perpétuelle»² [Zum ewigen Frieden] il avait démontré que seule une communauté dans laquelle les citoyens peuvent décider de ce «ob Krieg seyn solle, oder nicht»³ [sur l'état de guerre ou non] offrait de réels gages de paix – d'une véritable paix qui diffère de la seule trêve passagère.

Ce type de système, Kant le dénomme «républicain», se désigne par le fait que les décisions sont prises par ceux qui devront assumer directement les conséquences de

«En temps de guerre, la mobilisation de l'opinion publique est inévitablement en contradiction avec les exigences d'une concertation sobre et raisonnable sur les choix décisionnels dans une démocratie.»

leurs décisions, et non pas par un dirigeant distant et inaccessible qui n'est, par exemple, pas personnellement concerné par les effets dévastateurs d'un conflit. Ce régime politique «républicain» selon Kant (par opposition à un régime despotique sans séparation des pouvoirs) est couramment décrit, à notre époque, sous le terme de «démocratie représentative».

Un simple coup d'œil sur l'histoire – particulièrement sur les événements des dernières décennies – nous montre pourtant que non seulement des Etats «despotiques», pour reprendre l'expression kantienne, mais aussi des Etats se définissant eux-mêmes comme démocratiques ont déclenché des guerres d'envergure ainsi qu'un grand nombre d'interventions militaires, qu'ils ont souvent justifiées en invoquant la «démocratie», les «droits de l'homme» ou le «maintien de la paix». Toujours est-il qu'une guerre visant à défendre la paix constituerait en effet une contradiction en soi. Les interventions armées ont – surtout celles des années ayant suivi la fin de la Guerre froide – déstabilisé durablement de vastes territoires du monde entier provoquant de nouveaux conflits qui, au 21^e siècle, continuent de représenter une sérieuse menace pour la paix mondiale.

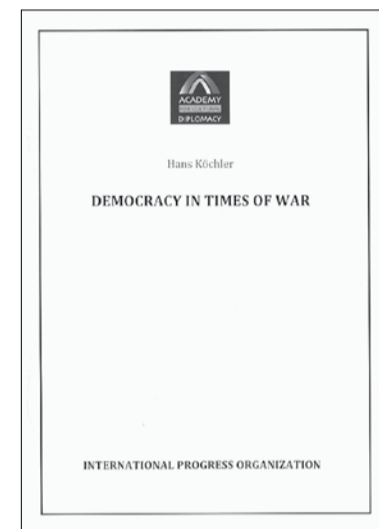
Les défenseurs de la paix démocratique – et avec eux Emmanuel Kant lui-même – se seraient-ils fourvoyés dans leur identification idéaliste de la démocratie et de la paix, ou les apparentes divergences entre l'idée et la réalité seraient-elles la conséquence d'une erreur de classification des systèmes étatiques respectifs? Pour y voir plus clair, nous devons d'abord nous pencher sur la terminologie, c'est-à-dire réfléchir au concept de démocratie. Seule la précision conceptuelle – le préalable à toute honnêteté intellectuelle – nous permettra de nommer et de comprendre les défis auxquels la démocratie est confrontée en temps de guerre. Il s'agit là des contextes réels menaçant de saper les fondements de notre compréhension moderne de la légitimité de l'Etat, façonnée par les idéaux de «démocratie» et de l'«Etat de droit».

Définition des principes

Le terme (passé depuis dans bien des langues différentes) a été forgé dans la Grèce antique. Le sens littéral de δημοκρατία est «le pouvoir du peuple», et non pas le pouvoir au nom du peuple (ou pour le peuple) – bien que la plupart des communautés se définissant comme «démocraties» entrent dans cette dernière catégorie. Comme Rousseau en avait déjà constaté avant la Révolution française,

le gouvernement direct du peuple en tant que communauté de citoyens est uniquement possible à condition que la collectivité concernée soit restreinte. Dans des ensembles composés de plusieurs millions ou centaines de millions, la volonté populaire s'exprime par la représentation démocratique. Par le biais d'élections, le peuple «mandate» des représentants pour légiférer (sur une période limitée). Idéalement, ce type de représentation devrait s'exercer sous la forme d'un mandat liant les députés aux priorités de l'électorat, telles qu'elles sont exprimées lors d'élections régulières. Dans la réalité politique cependant, les représentants du peuple agissent sur la base de mandats contraignants émanant des partis politiques ou des groupes d'intérêts qui les ont désignés ou qui ont soutenu leur campagne. Cela implique presque inévitablement un élément oligarchique – souvent sous la forme d'une ploutocratie – ce qui compromet l'idéal même du gouvernement populaire (même si c'est sous sa forme médiatisée et indirecte). Au 20^e siècle, c'est le président Dwight D. Eisenhower qui, dans son discours d'adieu du 17 janvier 1961, a mis en garde son public contre l'effet destructeur des intérêts des lobbies sur une société démocratique: «En politique, nous devons prendre garde à ce que le complexe militaro-industriel n'acquiert pas, intentionnellement ou non, une influence non justifiée. Existera et persistera toujours le risque d'une ascension fatale d'un pouvoir dévoyé...»⁴

Etant donné que, pour des raisons structurelles, on ne peut concrétiser la démocratie qu'en se rapprochant de l'idéal du pouvoir direct du peuple, la prise de décision par le biais de la représentation se doit d'être indépendante des lobbies et d'autres groupes d'intérêt ou de pression. La réalité politique, y compris dans le monde occidental, penche toutefois dans le sens inverse. La guerre, qu'elle soit effective ou programmée («intention stratégique»), a souvent été dans l'histoire le catalyseur de la mobilisation de ces groupes – au détriment de la représentation démocratique, qui se transforme trop souvent en une simple affirmation d'intérêts qui ne sont ni publiquement déclarés ni légitimés d'une quelconque manière par l'électorat. Pour pouvoir correctement et loyalement évaluer l'impact d'une guerre sur la démocratie (c'est-à-dire sur une prise de décision censée correspondre à la volonté du peuple, qu'elle soit exprimée directement par référendum ou indirectement par le biais d'élections), nous devons examiner plus en détail l'idée démocratique – et ce qu'elle signifie concrètement pour l'édifice politique de la communauté. Nous pensons ici à des cri-



ISBN 978-3-900704-32-2

tères qui – indépendamment des différences socioculturelles – sont valables partout, dès lors que nous nous sommes mis d'accord sur le principe du gouvernement du peuple. L'essence de la démocratie réside dans la liberté des individus en tant que citoyens d'un Etat. Cette liberté est un droit humain fondamental. La liberté de décider n'a de sens que (1) si le citoyen a accès à des informations pertinentes (ce qui exige leur transparence); (2) s'il peut se forger une opinion sans être soumis à une quelconque forme de manipulation ou d'endoctrinement idéologique (ce qui exclut toute forme de propagande); et (3) s'il peut faire valoir sans crainte ses opinions et sa volonté (lors de référendums ou d'élections).

Démocratie et vérité

Les techniques des «relations publiques» destinées à soutenir l'effort de guerre ont été – une première dans l'histoire récente – soigneusement analysées et progressivement affinées au cours de la Première Guerre mondiale. En temps de guerre, la mobilisation de l'opinion publique est inévitablement en contradiction avec les exigences d'une concertation sobre et raisonnable sur les choix décisionnels dans une démocratie. Edward Bernays, un neveu (à double titre au demeurant) de Sigmund Freud, qualifiait ces techniques, avec une franchise surprenante au regard des normes actuelles, de «production du consentement» (engineering of consent) des masses.⁵ En 1928, dans son livre «Propaganda», il soutenait catégoriquement que «la manipulation consciente et ciblée des comportements et des attitudes de masse est une composante essentielle des sociétés démocratiques.»⁶ Il va sans dire que notre appréhension de la démocratie nous empêche d'adhérer à ce point de vue, car il s'agit là du principal *modus operandi* de l'oligarchie, particulièrement visible en temps de guerre et extrêmement néfaste. Pour reprendre les termes de Bernays, «ceux qui contrôlent ces mécanismes secrets de la société constituent un gouvernement invisible qui est le véritable pouvoir dominant de notre pays [les Etats-Unis].»⁷

C'est précisément ce contre quoi le président Eisenhower, qui avait lui-même connu les horreurs de la guerre en tant que commandant en chef des forces alliées dans le nord-ouest de l'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, avait solennellement mis en garde. En 2023, le monde se trouve à nouveau confronté à ce genre de menace en raison d'intérêts non déclarés. En ce qui concerne la condition préalable à toute décision démocratique

«Il est tout simplement impossible de participer de manière constructive à la vie publique si on empêche aux gens d'accéder aux informations ou de communiquer avec ceux de l'autre bord. En temps de guerre, ce type de situation s'est avéré être une des plus grandes impasses de la démocratie.»

¹ Hans Köchler (*1948), Professeur de philosophie autrichien, a présidé l'Institut de philosophie de l'Université d'Innsbruck de 1990 à 2008. Depuis 1972, il préside l'International Progress Organization (Vienne) dont il est le fondateur. Depuis lors, il s'engage au travers de multiples publications, voyages, conférences etc., œuvrant dans diverses organisations internationales pour le dialogue entre les cultures. En même temps, il contribue en tant que membre dans différents comités et groupes d'experts travaillant les questions liées à la démocratie sur le plan international, les droits de l'homme et le développement. Depuis 2018, Hans Köchler enseigne au sein de l'Academy for Cultural Diplomacy à Berlin. Hans Köchler vit à Vienne.

Deux poids, deux mesures: au profit de qui? Trump convoqué devant les tribunaux

wp. Quel théâtre absurde: un ancien Président américain est accusé avoir enfreint la loi en 36 prétendus délits, dans un grand brouhaha médiatique. Il est notamment accusé d'avoir payé le silence d'une actrice de films pornographiques et d'avoir négligé les lois sur le financement des campagnes électorales. Scandale donc! C'est pourtant la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'un ancien Président américain se trouve appelé à comparaître devant un tribunal international.

Il n'est pas vain de se remémorer un peu les nombreux prédécesseurs dans l'Office suprême américain ou de leurs ministres qui se sont en effet (et non pas prétendument seulement) rendus coupables de divers crimes, pourtant d'une toute autre envergure, comme le montre la liste honteuse que voilà.

Henry Kissinger: bombardement du Cambodge (1969-1973), coup d'Etat militaire contre Salvador Allende au Chili (intervention secrète de la CIA en 1973); George H. W. Bush: guerre contre l'Irak contraire au droit international (1991); Bill Clinton, Madeleine Albright: guerre en Yougoslavie contraire au droit international (1999); George W. Bush, Condoleezza

Rice: guerres contraires au droit international en Afghanistan (2001) et en Irak (2003), camp de prisonniers de Guantánamo en infraction aux droits de l'homme (depuis 2002); Colin Powell: mensonge selon lequel l'Irak disposerait d'armes de destruction massive comme motif d'une guerre d'agression illégale (2003); Hillary Clinton: participation de la CIA à l'élimination de Mouammar Kadhafi (2011); Barack Obama: innombrables assassinats par drones au Pakistan et en Afghanistan (2009-2011), attaque aérienne sur Kunduz (2009). – Pour tous ces crimes de guerre, qui a été convoqué devant la Cour pénale internationale (CPI)?

Il en va tout autrement dans le cas de la Russie et de Vladimir Poutine: peu après le début de la guerre en Ukraine, une multitude d'Etats, reconnaissant aux Etats-Unis le rôle de gendarme du monde, se sont alignés derrière le reproche général que Poutine menait une guerre d'agression contraire au droit international pour des motifs impérialistes, commettait crime de guerre sur crime de guerre. Et tout cela sur la base d'une couverture médiatique hautement partisane et en éclipsant systématiquement les antécédents. Les véritables causes de cette guerre, pour lesquelles des

acteurs d'outre-Atlantique portent également une lourde responsabilité, ne doivent pas être révélés. Toutes les guerres ont leur histoire, à l'exception de celle-ci?

A cela s'ajoute l'exigence que Poutine soit immédiatement convoqué devant la CPI, ce qui n'a pas tardé: récemment des enquêtes respectives ont été engagées. La CPI est autorisée à demander des comptes rendus aux personnes s'étant rendus coupables des crimes suivants: le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression armée. Lors de son installation, les Etats-Unis et la Russie, tout comme Israël et le Soudan, ont retiré leur signature et ont déclaré qu'ils ne ratifieraient pas le traité. Pour quelles raisons?

Il y a là plus d'une chose qui cloche. Les médias ne doivent surtout pas se laisser embrigader dans l'un ou l'autre camp. Leur tâche est ailleurs: contribuer à l'éclaircissement du vrai contexte. Cela commence par un rapport objectif des choses. Mais il y a aussi un remède, c'est que nous autres, le «public», restions vigilants en nous faisant notre propre jugement, étayé des faits et que nous nous engagions pour la révélation et la diffusion de la vérité!

Courrier  des lecteurs

Ukraine

Je pose la question légitime suivante: supposons qu'un pays autre que la Russie ait déclenché la guerre en Ukraine. Quelle serait alors la situation politique qui en découlerait, la politique des réfugiés? Fournirait-on à l'Ukraine des chars et des munitions «pour la paix», ainsi qu'en pleins combats, des fonds pour la reconstruction? Oublie-t-on qu'autrefois l'Ukraine faisait partie intégrante de la Russie et qu'une grande partie de la population est née russe ou a des racines russes? Et aujourd'hui, on fournit des armes à un pays gouverné de manière fasciste et corrompue et qui a tué de nombreuses personnes?

Il semble que nos journaux soient incapables de distinguer le noir du blanc; du côté noir la Russie, le pays méchant, de celui blanc l'Amérique, le pays des gens aimables. On ne mentionne pas que l'Amérique a conduit la guerre du Golfe. Jamais, au cours de mes 90 ans, je n'ai vu aussi clairement comment une image de l'ennemi est attisée – et les pays d'Europe y participent à l'unanimité. Où sont les intellectuels qui ont le courage de montrer les raisons véritables du conflit, afin que l'on cesse de nous mentir?

Bruno Weilenmann, Zurich

«La démocratie en temps de guerre»

suite de la page 1

cratiquement valable, déjà évoquée, à savoir l'accès à des informations non falsifiées, les hommes politiques actuels devraient également tenir compte de la sagesse de Samuel Johnson, le grand écrivain anglais du 18^e siècle. Dans un essai publié dans l'hebdomadaire londonien *Universal Chronicle* sous le pseudonyme «The Idler», il écrivait: «Parmi les malheurs de la guerre, il y a aussi la dégradation de l'amour de la vérité en raison des contre-vérités que dicte l'intérêt et qu'encourage la crédulité.»⁸ Plus simplement, on peut traduire cette prise de conscience par une formule souvent attribuée à Rudyard Kipling: «La première victime de la guerre, c'est la vérité.» Le principe de la liberté de choix illustre le lien vital qui existe entre vérité et démocratie. Il est tout simplement impossible de participer de manière constructive à la vie publique si on empêche aux gens d'accéder aux informations ou de communiquer avec ceux de l'autre bord. En temps de guerre, ce type de situation s'est avéré être une des plus grandes impasses de la démocratie. A notre époque de globalisation – caractérisée par la menace d'armes de destruction massive – la propagande et le blocage de l'accès à l'information ne constituent pas seulement un obstacle à la démocratie au sens abstrait du terme, mais un défi existentiel majeur pour notre humanité en commun. Dans une conjoncture conflictuelle comme celle que connaît actuellement l'Europe, la prudence démocratique, nourrie du diagnostic et de la perception de la situation par le citoyen informé, est trop facilement et trop rapidement subordonnée à la fureur de la guerre et finit occasionnellement par en être complètement évincée. Comme toujours dans ce genre de situation, la propagande en rejette exclusivement la faute sur l'autre camp. C'est là où le noir et blanc risquent de tenir le haut du pavé. Cependant, en évaluant honnêtement la situation, nous nous rendons compte que des deux côtés du conflit, les protagonistes pratiquent la désinformation ou, pour reprendre la terminologie contemporaine, utilisent des méthodes habituellement désignées de «guerre hybride». Ce n'est pas seulement la vérité à proprement parler – considérée comme valeur fondamentale de la démocratie – qui est en jeu, mais aussi l'intégrité de la culture, lorsque la raison est sacrifiée aux exigences émotionnelles de la guerre. Bloquer l'accès aux chaînes de télévision, les radios ou les sites Internet, interdire aux artistes de se produire ou supprimer les manifestations culturelles et les échanges scientifiques et universitaires, plus généralement: la victimisation de la société civile en faveur d'une mobilisation militaire, est intrinsèquement contraire à l'éthique des valeurs démocratiques.

La force résiliente de la démocratie

L'hystérie belliciste qui règne ces jours-ci en Europe rappelle étrangement l'hystérie de masse avec laquelle cette dernière a bas-

«L'humanité devra plutôt s'engager en faveur d'une véritable paix – et donc durable – dans l'esprit de coopération égalitaire, entre tous les Etats et tous les peuples.»

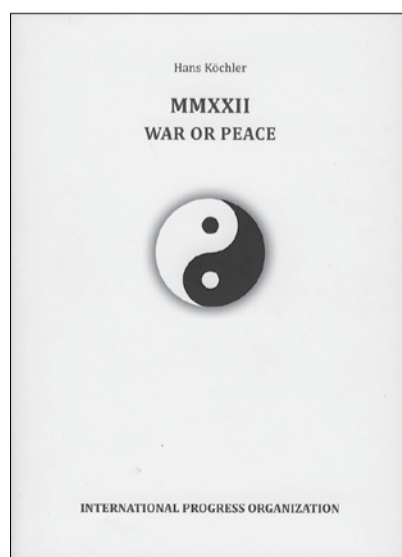
culé dans la Grande guerre, il y a plus d'un siècle. Lorsque les gens – parmi lesquels d'éminents intellectuels allemands comme Thomas Mann, Max Planck ou Max Weber – se sont finalement réveillés de leurs illusions, il était trop tard. A l'ère du nucléaire, de telles escalades massives, amplifiées par les «nouveaux médias sociaux», constituent une menace encore plus pernicieuse, car la survie de l'humanité pourrait être en jeu. Comme le président Kennedy l'a déclaré, en 1963, de manière prémonitrice dans son «Discours sur la paix», prononcé quelques mois avant son tragique assassinat: il ne suffit plus de réfléchir à la manière comment pouvoir sauvegarder la paix à notre époque; face aux armes de destruction massive, l'humanité doit s'efforcer de créer les conditions de la paix pérenne⁹ – celle que visait Emmanuel Kant par son terme de «paix perpétuelle». Cet objectif ne peut être atteint que si la démocratie s'affirme face au despotisme, en empêchant la prise en otage d'un Etat tout entier par de puissants groupes d'intérêts. Dans une république libre, les citoyens exercent leur libre arbitre sur la base d'un système soigneusement étudié de contrôles et d'équilibres [checks and balances] qui permet à lui seul d'éviter les excès émotionnels. Si les citoyens exercent une influence directe en matière de guerre et de paix, il reste au moins l'espoir qu'ils n'approuvent pas les mesures guettant leur propre sécurité et leurs moyens de subsistance. Il est pourtant primordial qu'aucune instance secrète ne manipule leurs pensées. Il convient de garder à l'esprit le franc-parler

d'Edward Bernays qui définit ses méthodes, il y a un siècle, comme étant de la «propagande». A l'ère de l'intelligence artificielle, les possibilités de «fabrication du consentement» [engineering of consent] sont en effet terrifiantes.

Dans les conditions actuelles de conflits interétatiques et de guerres relevant du genre actuel, non seulement la vérité n'est pas reconnue, mais la démocratie elle-même risque d'être victime d'une incitation massive d'émotions programmées. La haine inter-ethnique, les préjugés racistes, les stéréotypes grossiers et les représentations de l'adversaire en images abjectes de l'ennemi prospèrent précisément lorsque les Etats se trouvent en proie à la guerre. Ce genre d'émotions violentes ôtent tout espace au discours démocratique ou à l'évaluation sobre des options et de la politique gouvernementales. Dans cette situation d'urgence, il ne suffira pas de miser tout sur la résilience de la démocratie. Arrivée à ce point, la société se doit de se soulever – dans la meilleure tradition démocratique – en défiant le discours officiel de tout bord. L'appel lancé récemment de *Sahra Wagenknecht*, députée à la Diète allemande, ensemble avec *Alice Schwarzer*, en est un signe encourageant.¹⁰ Là où les gouvernements vacillent, la diplomatie citoyenne [citizen diplomacy] se montre capable de proposer les évidentes alternatives à un conflit armé prolongeant ses cruautés. C'est là que la résilience de la démocratie se voit réellement mise à l'épreuve – et c'est là, davantage que dans tout autre contexte, que le paradigme démocratique peut démontrer sa raison d'être. Ce serait une erreur fâcheuse – et de mauvais augure pour l'humanité – que les leaders politiques ne tiennent pas compte du nombre désormais considérable d'initiatives citoyennes en faveur de la paix.

Depuis la création des Nations unies après la Seconde Guerre mondiale, l'un des plus grands défis auxquels se trouve confrontée l'humanité est la création d'un système de relations internationales qui tienne compte de l'interdépendance entre la démocratie et la paix. L'intention affichée dans le Préambule de la Charte des Nations unies de «pratiquer la tolérance, de vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage» exclut toute interprétation déviante. Même si, en temps de guerre, la démocratie est mise à l'épreuve, plus que dans toute autre situation, elle n'en reste pas moins le seul antidote efficace à la logique belliciste.

Compte tenu de l'idéal démocratique fondé sur le droit inaliénable de l'homme à la liberté (tant individuelle que collective), l'humanité ne doit pas placer ses espoirs uniquement dans l'absence de guerre, situation qui doit beaucoup à «l'équilibre de la terreur» et ainsi à la crainte plus ou moins rationnelle de la «destruction mutuelle assurée» [mutually assured destruction]. L'humanité devra plutôt s'engager en faveur d'une véritable paix – et donc durable – dans l'esprit de coopération égalitaire, entre tous les Etats et tous les peuples. C'est ce qu'Emmanuel Kant concevait sous la notion de «paix perpétuelle» – concept que l'ordre mondial actuel, fondé sur le rôle privilégié des Etats militairement les plus puissants au sein des Nations unies, s'avère ne pas être en mesure de réaliser actuellement



ISBN 978-3-900704-31-5

Le livre «War or Peace» est un ouvrage paru en anglais en 2023 qui rassemble les conférences et les articles tenus ou publiés dans le monde entier par Hans Köchler en 2022.



ISBN 978-3-909234-23-3

- ¹ Aujourd'hui Kaliningrad, en Russie.
- ² *Zum ewigen Frieden*: Ein philosophischer Entwurf. Königsberg: Friedrich Nicolovius, 1795.
- ³ Kapitel II: «Erster Definitivartikel zum ewigen Frieden», [Premier article définitif sur la paix perpétuelle] id., p. 23.
- ⁴ Extrait de: «Farewell Address», National Archives/Dwight D. Eisenhower Presidential Library, www.eisenhowerlibrary.gov/research/online-documents/farewell-address
- ⁵ «The Engineering of Consent»; dans: *The Annals of the American Academy* (1947), p. 113-120.
- ⁶ Edward Bernays, *Propaganda*. Réimpression (avec une introduction de Mark Crispin Miller): Brooklyn, NY: Ig Publishing, 2005, Kapitel I: «Organizing Chaos», p. 37. Deutsche Ausgabe: Edward Bernays, Mark Crispin Miller, *Propaganda*. Kempten, Orange Press GmbH, 2013 (13. Auflage), Chap. I: «Die Ordnung des Chaos», p. 7.
- ⁷ Ibid.
- ⁸ *The Idler*, N° 29, Samedi 4 novembre 1758, p. 95.
- ⁹ John Fitzgerald Kennedy, Commencement Address at American University, Washington, D.C., June 10, 1963; Texte publié par John F. Kennedy Presidential Library and Museum, jfklibrary.org
- ¹⁰ Manifest für Frieden, [Manifeste en faveur de la paix] 10 février 2023, www.change.org/p/manifest-für-frieden

(Traduction *Horizons et débats*)

Suisse-UE: pour un développement des relations d'égal à égal

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Alors que nous autres citoyennes et citoyens suisses sommes envahis d'une onde de choc de grande ampleur à savoir l'abandon de notre neutralité et l'ingérence dans notre place financière sacrifiée sur l'autel des intérêts américano-britanniques, le Conseil fédéral quant à lui s'empresse de saisir la prochaine occasion de satisfaire les puissances étrangères.

Le 29 mars, le Conseil fédéral a chargé l'administration fédérale d'élaborer les paramètres d'un mandat de négociation avec l'Union européenne (UE).¹ Pourquoi un tel procédé serait-il soudainement urgent? Pour la seule raison que la Commission européenne fasse pression sur nous et nous menace? Cela fait des années qu'elle le fait. Si l'on enlève l'écume à ce vin nouveau, la nouvelle variante ne présente qu'à peu près les mêmes pierres d'achoppement que l'accord-cadre institutionnel qui devançait l'interruption du Conseil fédéral aux négociations avec Bruxelles, en mai 2021, choix étayé de bonnes raisons. Pour le revirement actuel, la «Conférence des gouvernements cantonaux (CdC)» lui apporte son soutien. En négligeant l'importance des voix discordantes demunies d'arguments pertinents.

Accords à l'horizontale ou à la verticale? Les diktats bruxellois préfèrent décidément la verticale

Traduits dans un langage compréhensible, ce qui nécessite un certain effort, les points essentiels du communiqué de presse du Conseil fédéral se résument ainsi: l'accord-cadre de 2021 aurait totalisé toutes les règles imposées de l'UE dans un seul accord «horizontal» conçu comme accord général valide pour tous les accords spécifiques (passés ou futurs).

La «solution verticale» prônée aujourd'hui par le Conseil fédéral consisterait en un «ensemble complété de nouveaux accords concrets (notamment sur l'électricité, la sécurité alimentaire et la santé)», plus les accords bilatéraux (d'accès au marché) actuels. Au passage, le Conseil fédéral veut donc faire glisser dans son «paquet» trois nouveaux accords encore...

Les différents accords spécifiques doivent contenir – additionnellement aux règles valables pour tous – les règles spéciales correspondantes à chaque accord à part. Ce qui veut dire, par exemple, que dans l'accord sur la libre circulation des personnes, la protection des salaires ou les limites de l'aide sociale pour les nouveaux immigrés seraient nouvellement réglées en compléments.

Cette distinction ne fait que troubler les esprits, car l'ensemble du système est et demeure vertical, c'est-à-dire imposé par Bruxelles et incompatible avec le système

étatique suisse. Concernant la protection des salaires, peut-être pourrions-nous effectuer quelques pourcentages de contrôles sur les chantiers en plus par rapport aux pays de l'UE, mais cela ne remplacerait pas les mesures efficaces de protection des salaires suisses – une politique de pansement pour les syndicats?

La Suisse n'a aucune raison de se montrer faible face à l'UE. En fait, nous avons beaucoup à offrir à nos voisins, parmi nos atouts figurent la libre circulation des personnes, le trafic de transit et les lignes électriques à travers les Alpes, un marché intérieur au fort pouvoir d'achat (plus d'importations que d'exportations de la Suisse par rapport à l'UE) ainsi que la fiabilité en tant que partenaire commercial.

Les cantons ne sont prêts à de nouvelles négociations avec l'UE qu'avec des réserves

La «Conférence des gouvernements cantonaux, CdC» a publié, le 24 mars 2023, un communiqué de presse intitulé «Les cantons soutiennent de nouvelles négociations avec l'UE». Selon ce communiqué, les gouvernements cantonaux ont approuvé «à l'unanimité» un «nouvel état des lieux en matière de politique européenne». La CdC est une imitation des conférences ministérielles de l'UE et a remplacé la collaboration des cantons dans notre système fédéraliste, autrefois fort avec ses coins et recoins qui étaient à respecter, par une centrale à Berne – sans que nous, citoyens, ayons légitimé nos gouvernements cantonaux pour cela. Et ceux-ci devraient tous être d'accord sur une question aussi lourde de conséquences?

Dans son état des lieux², la CdC s'exprime de la sorte:

– Sécurité juridique: la CdC espère qu'un nouveau traité «permettra d'établir des relations stables et à long terme» avec l'UE au lieu de «l'érosion insidieuse des accords bilatéraux». Remarque: l'«érosion rampante» n'est pas à mettre au compte de la Suisse – nous avons toujours respecté les accords – elle s'est installée en conséquence des tracasseries de la bureaucratie bruxelloise, contrairement aux accords et employé comme moyen pour nous rendre plus malléables. Par quelle magie ce nouveau «lot» nous apporterait-il davantage de sécurité juridique que les accords bilatéraux actuels? Le partenaire contractuel reste le même ...

– Reprise du droit européen: la CdC est prête à «accepter une reprise dynamique du droit européen», sous «réserve d'approbation du Conseil fédéral, du Parlement et du peuple». *A cela s'impose une remarque plutôt amère: nous avons déjà fait l'expérience de cette «réserve», par exemple après l'acceptation, par le sou-*

verain devant les urnes, de l'initiative populaire fédérale «Contre l'immigration de masse». Son texte figure depuis neuf ans dans la Constitution fédérale (art. 121a) stipulant que «la Suisse gère l'immigration des étrangers de manière autonome», avec des nombres maximums et des contingents. Lors de la mise en œuvre de cette disposition constitutionnelle, le Conseil fédéral et la majorité du Parlement se sont associés, à l'encontre ouvert envers leur propre population, aux instances de l'UE en adoptant une loi exsangue qui ne correspond en rien à la volonté du peuple.

– Règlement des différends: La CdC est prête à accepter «un mécanisme contractuel de règlement des différends» et que la Cour de justice de l'Union européenne «soit chargée de garantir une interprétation cohérente» du droit européen repris par la Suisse. Remarque: c'est donc avec deux phrases que le Bureau central de nos 26 gouvernements cantonaux se soumet au tribunal de la partie adverse.

– Surveillance: c'est là que la CdC sort enfin un peu les griffes démocratiques: «Les gouvernements cantonaux continuent de s'opposer à une surveillance supranationale de l'application des accords avec l'UE. Chaque partie contractante est compétente pour l'application et la mise en œuvre en bonne et due forme de l'accord sur son propre territoire». Remarque: là, on ne peut que consentir! L'accord prévu s'attaquerait également aux cantons et à leurs tâches propres dans un Etat fédéraliste, touchant à l'essentiel. Seulement: la Commission européenne ne laissera jamais, au grand jamais, le contrôle aux cantons (voir paragraphe suivant).

– Interdiction des aides d'Etat: le Conseil fédéral préfère omettre ce point, y compris dans le communiqué de presse du 29 mars. Le fait est qu'avec l'interdiction des aides de l'UE, le service public, profondément ancré dans la population, ne resterait pas en place. Un accord sur l'électricité, par exemple, n'est pas possible dans les faits tant que les centrales hydroélectriques suisses sont en grande partie la propriété des cantons et des communes et que la population refuse leur privatisation. La direction de la CdC le sait très bien, mais pense «qu'en cas d'accord d'accès au marché intérieur, il n'y a pas d'autre solution que d'adopter les règles relatives aux aides d'Etat spécifique à chaque domaine [...]». Face à ce dilemme, elle tergiverse et demande finalement de manière assez irréaliste que les réglementations en matière d'aides d'Etat «n'empêchent pas de manière significative sur les compétences des cantons et que, d'autre part, les aides d'Etat

déjà existantes soient soumises dans la mesure du possible à des réglementations d'exception [...]».

Le Ministère fédéral allemand de l'économie et de la protection du climat tempère de tels espoirs, disant: «Les Etats membres ont décidé que le contrôle des aides d'Etat relevait de la compétence exclusive de la Commission européenne (gardienne des traités) [...] C'est pourquoi toutes les mesures prévues en matière d'aides d'Etat doivent être signalées à la Commission européenne, voire formellement notifiées, et approuvées par elle.»³

Une fois de plus, en dépit de tout ce bruit, la montagne bruxelloise accouche d'une souris. Bref et limpide: le modèle étatique suisse, basé sur la démocratie directe et le fédéralisme, n'est pas compatible avec l'UE. La lettre ouverte du groupe d'entrepreneurs, hommes et femmes politiques et de citoyennes et citoyens suisses «Boussole-Europa», adressée au Conseil fédéral et présentée ci-dessus, confirme nos analyses de longue date, de manière détaillée.

Boussole/Europe s'adresse au Conseil fédéral par une critique constructive, à la manière suisse

Boussole/Europa est une large alliance non partisane d'entrepreneurs, de politiques et de nombreux autres citoyens qui, en mai 2021 déjà, a contribué à l'arrêt, par le Conseil fédéral, des négociations avec Bruxelles sur l'accord-cadre. Le 23 mars 2023, Boussole/Europa a expédié et publié une «Lettre ouverte au Conseil fédéral».⁴

Les auteurs appellent le Conseil fédéral à «n'accorder qu'un mandat de négociation qui respecte les intérêts de la population et de l'économie suisses». Ils ont toujours soutenu la voie bilatérale et sont ouverts à une reprise ponctuelle du droit dans certains domaines, mais montrant du doigt qu'«avec une reprise dynamique du droit par principe, nous risquons toutefois qu'en cas de doute, nos lois ne soient plus dictées par le Parlement et les électeurs, mais par l'UE. Nous ne devons pas permettre de nous faire priver de cette compétence législative de démocratie directe». Comme de nombreuses autres voix (voir encadré), Boussole/Europa constate que la CJCE, en tant que tribunal de la partie adverse, organisme émanant de l'UE elle-même, n'est pas appropriée au règlement des litiges, il faut selon sa lettre plutôt «une instance neutre et clarificatrice. Nous ne la repérons nulle part dans le débat actuel».

Si l'UE ne renonce pas à ses conditions, l'alliance recommande au Conseil fédéral de «ne pas poursuivre les négociations sur la base actuelle». En effet, «nous accordons

Suite page 4

Des voix suisses insistent sur les doutes soulevés par l'accord-cadre II

Elles sont unanimes à encourager le Conseil fédéral à persévérer dans la conscience de ses responsabilités liées au maintien du système politique suisse unique au monde

«En tant qu'économie ouverte au monde, la Suisse veille certes sur ses relations productives avec d'autres Etats. [...] Parallèlement, la Suisse dispose d'un système politique unique en son genre, caractérisé par ses décisions prises selon les principes et lois de la démocratie directe et par sa grande stabilité. Ce système a largement contribué au grand consensus social qui règne dans notre société et à notre prospérité. C'est pourquoi nous voulons préserver ce système et le protéger».

«L'Alliance Boussole/Europe s'engage pour que notre pays persévère à décider, de manière autonome, de la nature de ses relations avec l'Europe et le monde [...]. Elle soutient un développement des relations Suisse-UE sur un pied d'égalité, c'est-à-dire dans le respect de notre souveraineté, garantie du droit international ainsi que de nos institutions démocratiques et de nos structures fédéralistes, y compris les droits populaires

constitutionnellement garantis». (extrait du manifeste de l'Alliance Boussole/Europe, trad. *Horizons et débats*)¹

Carl Baudenbacher:

«Cap sur l'UE – en tenue de camouflage»

«Mais si l'on analyse sobrement les choses, on constate que l'«approche ensemble» n'est rien d'autre que l'accord institutionnel, version 2 et masqué. Le fait que la Cour juridique de l'UE (CJUE) ne soit pas neutre mais demeure compétente pour trancher dans la plupart des conflits, sans que le Tribunal fédéral n'ait aucun rôle à jouer, ferait des traités concernés des «unequal treaties» [traitements inégaux].

«Le Conseil fédéral reste ainsi fidèle à l'approche en camouflage qui détermine sa politique européenne depuis 2013. Le destinataire de ce camouflage n'est pas la partie adverse; ce camouflage continue de s'adresser au peuple suisse et aux cantons, donc aux organes constitutionnels suprêmes. Il m'est difficile à penser que lors d'un référendum, ils sanctionneraient un tel procédé par leur consentement.»²

L'ancienne ministre finlandaise des Transports Anne Berner: il n'y a aucune sécurité juridique avec un accord avec l'UE

«On prétend souvent que l'on ne peut obtenir la sécurité juridique qu'en se soumettant à la Cour de justice de l'UE. Or, actuellement, c'est plutôt Bruxelles qui contribue à l'insécurité juridique avec sa politique de coups d'épingle et de sanctions. Il est donc difficilement compréhensible que les exigences de l'UE soient présentées, du côté suisse, comme étant dans l'intérêt de la Suisse.»³

Urs Wietlisbach:

«Comment se fait-il que vous vous trouvez si bien, vous autres Suisses? sans matières premières, sans rien?»

«Mais l'objectif final de l'Union européenne est une reprise dynamique fondamentale du droit. C'est une attaque contre la démocratie directe, contre le fédéralisme – contre les points forts de la Suisse donc. Je voyage beaucoup dans le monde et les gens me demandent, un peu partout: «Mais comment se fait-il que vous alliez si bien? Vous n'avez même pas de matières premières, vous n'avez

rien!» Si nous pensons, pour y répondre, que c'est parce que nous serions plus intelligents qu'eux ou même le reste du monde, ce serait complètement erroné. Nous sommes laborieux, c'est vrai, et nous ne sommes certainement pas les plus stupides au monde, mais en fait, c'est notre système de démocratie directe, notre fédéralisme qui nous oriente pour y trouver la réponse. Or, nous ne devons pas abandonner ce système».⁴

¹ https://kompasseuropa.ch/wp-content/uploads/2021/04/Manifest_DE.pdf.

² Dans: *Schweizer Monat*, éd. mars 2023. Carl Baudenbacher est avocat et professeur invité à London School of Economics, de 2003 à 2017 il a présidé à la Cour de justice AELE.

³ Berner, Anne. *Innenpolitischer Realismus im Verhältnis Schweiz – EU*. Paru sous la rubrique «Gastkommentar» dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 24/03/2023. Anne Berner est de double-nationalité Suisse et Finlandaise

⁴ Gafafer, Tobias/Tanner, Samuel. *Der Krieg bedeutet nicht, dass sich die Schweiz der EU annähern muss*. Interview avec Urs Wietlisbach, membre fondateur de Boussole/Europe. Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 24/03/2023

(Traduction *Horizons et débats*)

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la paix du pays fut assurée et maintenue par l'armée suisse (1)

par Gotthard Frick



Gotthard Frick
(photo mad)

Dans le «*Neue Zürcher Zeitung*» du 10 mars 2023, plusieurs lettres de lecteurs ont été publiées sous le titre «*La Suisse des masochistes*», traitant de questions relatives à la neutralité, à l'armée et à la politique de sécurité. On y trouve, une fois de plus, l'avis selon lequel ce n'aurait pas été notre armée, mais les «*affaires*» (les livraisons d'armes et de munitions) avec l'Allemagne nazie qui l'auraient dissuadé d'attaquer notre pays. Ceux qui le prétendent haut et fort sont, en toute évidence, non après la Seconde Guerre mondiale, contrairement à l'auteur de cette prise de position qui a vécu, adolescent, cette période de manière très palpitante et consciente. Elle démontre – étayée par le vécu, les faits et les documents aujourd'hui amplement disponibles – pourquoi et comment cette affirmation se révèle être fautive.

Pour tout peuple concerné, la guerre est un enjeu majeur. Elle doit être gagnée à tout prix. Toute autre préoccupation, y compris la morale, devient secondaire. Donc, il n'est pas étonnant que toutes les armées importantes engagées en Europe occidentale, y compris les forces armées des Etats démocratiques, même amis de la Suisse, aient examiné la possibilité d'une attaque contre la Suisse (l'armée française dès 1937, les armées britannique et italienne ainsi qu'après son arrivée en Europe, celle des Etats-Unis). Mais tous sont arrivés à la conclusion que notre armée était trop forte s'ils voulaient entreprendre une attaque. Pour le démontrer, il suffit de considérer les quelques phrases clés tirées des plans d'attaque de l'époque, dirigés contre notre pays de toutes les grandes puissances impliquées, reproduites au cours de cette contribution.

Les plans d'attaques contre la Suisse et leurs buts

Les raisons principales d'éventuelles attaques contre notre pays étaient diverses: des idées inspirées des idéologies (création du Grand Reich allemand), le démantèlement d'une des dernières grandes armées non germanophiles d'Europe occidentale, la prise de contrôle de nos transversales nord-sud et est-ouest, la prise de contrôle de notre économie, l'éventuelle occupation de la Suisse pour couper court à une telle occupation par l'ennemi, etc.

Personne ne peut nier que la Suisse ait fourni des armes et des produits à l'Allemagne, elle

«Suisse-UE: pour un ...»

suite de la page 3

plus d'importance à nos droits démocratiques de base et à nos avantages à long terme en tant que site économique qu'aux avantages à court terme, émanant des coûts de transaction d'un éventuel paquet d'accords avec l'UE. Enfin, nous sommes convaincus qu'il faudra que vous fassiez preuve de ténacité vis-à-vis de l'UE pour obtenir, en politique intérieure également, le soutien nécessaire [celui du peuple suisse, le souverain! mw.] et nécessaire à la bonne base d'une future politique européenne de notre pays».

La lettre au Conseil fédéral se termine par ces mots d'encouragement honnête: «Pour les décisions complexes et exigeantes que votre statut vous incombe de prendre, nous vous souhaitons la sérénité nécessaire, tout en vous assurant notre confiance. Les bonnes solutions ainsi que les nouvelles approches ont besoin de temps. Nous en disposons».

¹ «Le Conseil fédéral arrête la marche à suivre en vue d'un mandat de négociation». Communiqué du 29.3.2023

² Conférence des gouvernements cantonaux CdC. Relations Suisse-UE. Etats des lieux du 24 mars 2023 réalisé par les cantons

³ <https://www.bmwk.de/Redaktion/DE/Artikel/Europa/beihilfenkontrollpolitik.html>

⁴ <https://kompasseuropa.ch/wp-content/uploads/2023/03/Offener-Brief-an-den-Bundesrat-1.pdf>

l'a fait également en faveur de la Grande-Bretagne et d'autres pays. Par exemple, au moment des grandes attaques aériennes allemandes sur la Grande-Bretagne, elle avait renforcé sa flotte, jusqu'à la fin de 1940, de 1500 canons antiaériens. Mais elle avait surtout besoin d'un grand nombre de machines-outils suisses faisant défaut à son industrie d'armement, que nous avons également livré. Comme les Etats-Unis en avaient également besoin, ils ont poussé un accord de compensation économique avec la Suisse, fin 1942. Quant aux accords avec l'Allemagne, la Suisse réduisait constamment le volume du commerce mutuel, la dernière fois en date du 29 juin 1944 où il ne représentait plus que 20% des livraisons par rapport à celui avant le début de la guerre.

Tant que les Etats se trouvent face à l'éventualité d'une guerre, tout agresseur potentiel de la Suisse doit se poser – comme c'était le cas dans le passé – les deux questions suivantes:

- le peuple suisse a-t-il la volonté de se défendre?
- Et si oui, dispose-t-il d'une armée à la hauteur de cette volonté?

La France hésite, attend et perd – malgré sa supériorité militaire

L'Allemagne a attaqué la France et les pays du Benelux le 10 mai 1940. Les deux camps disposaient chacun d'un total d'environ 140 divisions, dont 10 britanniques et 20 belges du côté allié. L'armée française disposait de beaucoup plus d'armes lourdes (canons, chars, avions de combat) que l'armée allemande. De plus, sur le champ de bataille, les chars français étaient largement supérieurs aux chars allemands. Du côté constructions, la France était forte de son intimidante *ligne Maginot* le long de la frontière avec l'Allemagne, alors que l'Allemagne n'avait commencé la construction de sa *ligne Siegfried*, en face et longue de 650 km, que peu avant le début de la guerre.

En 1939, Hitler ne disposait au départ que de 34 divisions sur le front ouest, dont 12 seulement étaient prêtes pour la guerre, car le gros de la Wehrmacht était engagé encore dans la guerre contre la Pologne (du 1^{er} au 28 septembre 1939). A cette époque, Hitler craignait l'attaque française et se renseignait quotidiennement pour en prévenir. Ce n'est qu'après la défaite de la Pologne qu'Hitler avait les conditions pour déployer un grand nombre de troupes appropriées pour l'attaque contre la France.

Occasion manquée – conséquences pour la Suisse

La France n'a donc pas saisi sa chance unique de venir à bout avec l'imminente guerre mondiale en attaquant l'Allemagne dont l'armée se trouvait initialement largement inférieure en nombre à l'ouest. Ce n'était pas seulement une erreur stratégique, mais aussi une enfreinte d'accord car elle avait signé un contrat la contraignant de soutenir militairement la Pologne et la Tchécoslovaquie en cas d'attaque armée. (Les deux avaient en effet déjà été attaquées par des formations allemandes.) Malheureusement, l'armée française se trouvait dans un état de démoralisation progressive.

C'est ce qu'avait également constaté, en avril 1940, une mission d'officiers suisses dirigée par le colonel *Samuel Gonard*, officier de confiance dans l'entourage du général *Guisan* qui l'avait déléguée auprès de l'armée française avec pour mission de préparer la coopération des deux armées au cas d'attaque allemande. Mais après l'impression choquante et défallante que l'armée française lui avait faite, la délégation *Gonard* est arrivée à la conclusion que notre pays devait se défendre seul.

C'était à cette obligation de devoir faire cavalier seul que la Suisse s'est préparée à déclencher la construction du *Réduit*, selon l'ordre du général *Guisan* n° 13, daté du 24 mai 1941. A l'entrée de cet immense bâtiment, on avait aménagé les grandes fortifications nationales de Saint-Maurice, du Gothard et de Sargans. Suivant cet ordre, le gros de l'armée a été déplacé dans le Réduit, avec ses 16 aérodromes de guerre et forteresses. En même temps, on a préparé la mise hors d'usage des grands chantiers industriels, le dynamitage de tous les ponts, tunnels et routes principaux et bien d'autres choses encore. Le 25 juillet

1940 déjà, le général *Guisan* avait convoqué tous les officiers suisses, à partir du grade de major, au rapport du *Grütli* et a ordonné, sur l'endroit historique suisse, au berceau de l'ancienne Confédération, «d'être prêts à résister sans condition».

«Das Reich», le journal officiel d'obédience national-socialiste, écrivait, le 22 juillet 1941: «La Suisse peut se revendiquer comme étant le seul pays d'Europe où il est impossible de recruter des volontaires [pour la Wehrmacht allemande]». Au total, seuls 2000 Suisses, dont 75% vivaient en Allemagne, ont effectué du service volontaire dans la Wehrmacht. L'un d'entre eux, revenu en Suisse (où il avait d'abord dû purger sa peine pour ce délit), a ensuite, en tant que citoyen suisse et ainsi soldat, rattrapé ses cours de répétition manqués (se trouvant parmi les troupes allemandes en campagne de Russie), dans la compagnie dirigée par l'auteur. Notre commandant de bataillon, un officier de carrière, le commandait toujours, en raison de sa grande expérience de la guerre, en tant qu'expert lors des inspections de nos exercices.

Peu après le début de la guerre, l'état-major de l'armée suisse a accordé des congés aux soldats juifs lors de leurs jours fériés selon leur confession. Le «*Welt-Dienst*» allemand, agence de presse à diffusion internationale, financée par l'Etat, a commenté ce geste comme suit, avec le cynisme qui lui est propre: «La Suisse peut se revendiquer être le seul paradis des juifs en Europe encore».

Juin 1940 à septembre 1944: la Suisse encerclée par les forces de l'Axe

L'évaluation suisse sur l'état interne de l'armée française a été confirmée dès le 22 juin 1940 par la capitulation française, six semaines seulement après le début de l'attaque allemande du 10 mai 1940. La Suisse se retrouvait donc désormais encerclée par les deux puissances de l'Axe, et même entièrement par la Wehrmacht allemande après la capitulation de l'Italie, le 9 septembre 1943, et ce jusqu'à l'arrivée des troupes américaines à la frontière près de Genève, le 7 septembre 1944.

En raison de la pénurie générale régnant dans tous les domaines, un rationnement strict avait été introduit en Suisse, peu après le début de la guerre. Grâce au «*plan Wahlen*» (appelé «*bataille agricole*»), notre taux d'approvisionnement autonome en denrées alimentaires a certes pu être augmenté au cours des années de guerre, passant de 50% du début à 59%. Mais 41% de nos besoins devaient toujours être importés du monde entier. Pour cela, il était contraignant pour notre pays que les belgés donnent leur accord.

Des négociations difficiles et finalement réussies

Cette garantie ne pouvait être obtenue, notamment de la part de l'Allemagne, qu'en échange d'une concession de notre part. Pour les importations essentielles à sa survie, notamment de coke et de charbon, la Suisse dépendait entièrement de l'Allemagne. L'Allemagne a aussitôt profité de sa situation avantageuse pour exercer des contraintes sur notre pays. Ainsi, vers la fin de l'année 1942, c'est-à-dire en hiver, elle a cessé d'exporter les 150 000 tonnes de charbon livrées avant régulièrement chaque mois. Au début de l'année 1943, la Suisse a réagi en rompant les négociations. Hitler ordonna ensuite, en mars 1943, de ne pas pousser la pression sur la Suisse jusqu'au risque de l'échec des négociations en cours. Le 23 juin 1943, la Suisse a mis fin à la situation de vide contractuel en signant un nouvel accord avec l'Allemagne, tout en réduisant de 20% ses obligations de livraison. (Faute de quantités suffisantes de matériel de chauffage, le chauffage central de la maison familiale de l'auteur, située à Zurich, a gelé, pendant l'hiver de 1943/44, en intérieur même. Sous la pression de la glace, les radiateurs ont éclaté faisant écouler l'eau résiduelle sur les murs et les sols et ainsi vers les étages inférieurs).

Une grande partie des réserves d'or et de devises suisses se trouvaient stockées aux Etats-Unis. Le 21 juin 1941, les Etats-Unis ont bloqué les avoirs et les réserves d'or sur la totalité des pays d'Europe continentale. Certains

départements du gouvernement américain exigèrent même que la Suisse cesse complètement ses échanges commerciaux avec l'Allemagne (sans doute par ignorance de la situation géographique de la Suisse au milieu d'une Europe occupée par les forces armées de l'Axe). Mais comme les Etats-Unis ressentaient, eux aussi, le besoin urgent de machines-outils et de machines de précision suisses, la Suisse se trouvait en situation de conclure un accord de compensation économique avec eux ainsi qu'avec la Grande-Bretagne, fin 1942.

La mobilisation ultra-rapide de l'armée suisse – autre atout salvateur

L'un des points forts de l'armée suisse était sa capacité de mobilisation exceptionnellement rapide. Ainsi, après une visite dans notre pays, le *Lord Mayor de Londres* écrivit textuellement, dans «*Times*» (dans son édition du 11 novembre 1938) qu'«aucune armée du monde entier ne pouvait mobiliser ses troupes aussi rapidement que l'armée suisse». Aussi recommanda-t-il au gouvernement britannique d'adopter le système suisse.

En juillet 1938, le capitaine d'état-major allemand *von Xylander* (futur général) a assisté à un tir de précision de troupes de montagne suisses. Dans son rapport à ce sujet, il écrit: «La troupe fait bonne impression. Les soldats travaillent avec passion et sérieux [...], ils sont un peu lourds (originaires de la région bernoise montagnarde), mais très résistants, vigoureux et fiables [...]. Il faut reconnaître que la conduite du feu et les effets lors du tir de l'artillerie, autant que des armes lourdes d'infanterie étaient très maniables et remarquablement bons.»

L'acclimatation (à la réalité du champ de bataille) est d'une grande importance pour toutes les armées. Dans la planification d'attaque allemande de l'été 1943, l'auteur, le général *Böhme*, nota à ce sujet: «Si la Suisse parvient à passer les deux premières semaines (d'une attaque allemande), un grand nombre de troupes habituées au feu seront disponibles.»

Le projet d'attaque «*TANNENBAUM*» de 1940 indiquait qu'une partie des troupes frontalières suisses seraient prêts au combat en cinq heures, les brigades frontalières, de montagne et légères en un jour et l'armée entière combattante en deux jours. Selon un rapport du chef d'état-major allemand *Halder* du 27 mars 1940, l'armée italienne avait besoin de deux semaines pour mobiliser 20 divisions. Dans son journal de guerre, il note, en date du 26 mars 1940, que «le contournement du front par une Suisse non défendue aurait été une possibilité tentante».

Le 4 octobre 1942, le plan d'attaque de l'armée allemande d'occupation en France mettait en garde l'état-major général allemand contre la tentation de se laisser entraîner dans de fausses conclusions par le faible nombre d'unités suisses qui venaient d'être mobilisées, car les soldats de la défense en congé étaient immédiatement opérationnels à nouveau – une référence compétente de notre système de mobilisation unique.

Le Réduit: une stratégie valable plutôt qu'une «absence de concept»

En réaction à la domination militaire de l'Europe par l'Allemagne, le général *Guisan* a créé ce qui est entré dans nos annales comme «*le Réduit* de l'armée suisse». Sa réalisation garantit que le gros de l'armée suisse se trouvait désormais en région montagnarde. Les plans d'attaque allemands qui avaient suivi le grand projet mirent dorénavant l'accent sur l'occupation la plus rapide possible des accès au Réduit par des troupes aéroportées, afin d'empêcher les soldats suisses relevés d'atteindre leurs secteurs d'engagement. *Guisan* réagit à cette menace en faisant sécuriser en permanence les transversales alpines (ponts, tunnels, etc.) ainsi que les constructions d'approvisionnement en électricité, préparées à leur destruction à l'explosif voulue au cas d'urgence, par de fortes formations de combat, même si le gros de l'armée était démobilisé. En même temps, les grands chantiers de production du pays ont été, eux aussi, préparés à être rendus inutilisables grâce à l'élimination rapide (et donc entraînée) d'éléments clés (par exemple quant aux machines).

(Traduction *Horizons et débats*)

A débattre

La guerre contre la Russie – porteuse d'une nouvelle politique allemande de grande-puissance ?

par Karl-Jürgen Müller

L'autre jour, j'ai lu que 196 des chars de combat (sur 293) que les gouvernements occidentaux ont déjà livrés ou sont en train de livrer à l'Ukraine viennent de l'Allemagne¹ – on peut y ajouter les chars de combats de fabrication allemande provenant d'autres Etats autorisés à être exportés par le gouvernement allemand. C'est à ce moment qu'une question inéluctable s'est imposé à nouveau. Comment est-il possible qu'un gouvernement allemand soit capable de mener une nouvelle guerre contre la Russie, en première ligne, sans avoir été attaquée ni même menacée! Cela 80 ans après une guerre d'extermination contre les peuples de l'Union soviétique menée avec une brutalité extrême et 80 ans après Stalingrad et Koursk. Participer à cette guerre par le biais du peuple ukrainien dont les soldats donnent leurs vies par dizaines de milliers pour une bataille qui n'apporte rien à l'Allemagne, si ce n'est la mort et la destruction. Il s'agit d'une guerre dans laquelle se combattent des êtres humains partageant la même histoire et ayant vécu ensemble en paix pendant des décennies.

Pas de «changement d'époque»

Beaucoup partagent l'opinion que la guerre occidentale contre la Russie est menée par les Etats-Unis, que les Etats européens ne sont rien de plus que des vassaux mis sous pression et qu'ils participent (plutôt à contrecœur) à cette guerre à l'encontre de leurs propres intérêts.

Je pense qu'il faut relativiser ce point de vue. Pour les pays d'Europe centrale comme la Pologne et les pays baltes, le réflexe antirusse est évident. Leurs gouvernements actuels suivent de toute évidence la voie de la guerre. Dans ce contexte, une question s'impose: le gouvernement allemand est-il lui aussi passé à l'escalade de la politique allemande de grande puissance et ainsi à la guerre – dans ses propres intérêts? Et cela serait-il le fameux «changement d'époque», une politique qui, il faut l'avouer, s'est dessinée pas à pas depuis la «réunification» allemande avec sa «République de Berlin» – dans les années de l'ancienne République fédérale?

Voici donc des mots clés à ce sujet:

- **La politique allemande de grande puissance belliqueuse depuis plus de 30 ans**
- La mainmise allemande sur les «morceaux de premier choix» de la Yougoslavie, en crise économique et politique depuis le milieu des années 1980, son rôle de précurseur dans le démembrement du pays (pour des raisons ethno-politiques et économiques) et le soutien précoce de ses services secrets à l'UÇK terroriste au Kosovo;
- sa politique d'occupation du pays, commencée juste après 1990; sa «tactique du

«Nous voulons contribuer au rétablissement du travail assidu habituel et de la vie paisible, sans angoisses.»

Lettre ouverte de l'«Aktionsbündnis Sächsischer Unternehmer» (ASU) aux gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la Fédération de Russie ainsi qu'au peuple russe.

Mesdames, Messieurs,

Nous, l'Alliance d'action des entrepreneurs Saxons (ASU), souhaitons nous adresser à vous par cette lettre ouverte.

Nous sommes une association qui s'est donné pour mission de défendre les intérêts des entreprises saxonnes sur base de la Loi fondamentale, du respect de la démocratie, de la liberté d'expression et de l'Etat de droit. Actuellement, notre association compte plus de 300 entrepreneurs représentant plusieurs milliers d'emplois, principalement dans le secteur des petites et moyennes entreprises saxonnes. Bien que les secteurs encadrant nos chantiers diffèrent considérablement les uns des autres, nous nous sentons tous unis par le souci de l'avenir de nos entreprises et, par conséquent, par l'avenir de nos familles et de notre patrie.

Nous nous engageons en faveur de toutes les mesures appropriées qui ont pour objectif le retour à des conditions normales en Saxe – conditions qui ne sont plus marquées par la guerre, les sanctions, l'agitation et la mise sous tutelle et qui, par contre, nous permettent de travailler avec notre assiduité

habituelle et de mener une vie paisible et sans crainte.

Malheureusement, nous courons actuellement le risque que notre gouvernement fédéral fasse tout pour aggraver le risque de guerre pour toute l'Europe. En tant qu'association d'entrepreneurs, en tant qu'entrepreneurs et en tant qu'êtres humains, nous sommes en profond désaccord! Nous ne comprenons absolument pas comment un pays – s'étant puni lui-même ainsi que le monde entier, à deux reprises, avec des guerres mondiales – met à nouveau le feu aux poudres, provoquant ainsi le risque d'un nouveau conflit majeur. Nous nous opposons ouvertement à cette politique agressive du gouvernement fédéral en sollicitant toutes les parties impliquées dans le conflit à chercher et à trouver des solutions pacifiques et diplomatiques! Aucun d'entre nous ne souhaite mettre en péril l'existence de son entreprise, de ses collaborateurs, de sa famille et de sa personne, dans l'unique but de satisfaire les exigences géopolitiques d'outre-Atlantique.

Nous, entrepreneurs allemands issus des petites et moyennes entreprises, appartenons à une couche pacifique. Nous refusons

tout conflit armé! Les armes sont inextricablement liées à la mort d'êtres humains. Nous nous engageons pour la vie – pour une vie pacifique envers nous-mêmes et autrui! Nous aspirons à la coexistence et à la coopération pacifiques en Allemagne, mais aussi et surtout entre l'Allemagne et la Russie. Pour notre bien mutuel, nous souhaitons continuer à établir des liens de commerce pacifiquement. Nous ne voulons pas perdre nos enfants ou nos collaborateurs dans un conflit armé!

C'est pourquoi nous appelons toutes les parties concernées à s'engager pour le bien-être pacifique de nos peuples et à mettre fin à tout acte de guerre et à toute livraison d'armes immédiatement, par des moyens diplomatiques!

Avec nos salutations pacifiques

Frank Liske & D. Jörg List,
Vorstand Aktionsbündnis Sächsischer
Unternehmer, ASU n. e. V.

Source: <https://www.abkmu.de/wp-content/uploads/2023/02/ASU-A3.-Presseerkl%C3%A4rung-27.01.23-offener-Brief-Frieden.pdf>

(Traduction Horizons et débats)

«La question du rôle de l'Allemagne en Europe est d'une importance capitale. La revendication souvent soulevée selon laquelle l'Europe doit se détacher des Etats-Unis et suivre une voie indépendante dans la politique mondiale ne peut avoir de sens que si cette voie indépendante se définit comme la voie du droit international, de l'égalité des droits de tous les Etats et peuples, de la coopération et de la paix.»

salami) de militarisation du Kosovo: pas à pas, on est passé de la défense du pays à la disposition de mener des guerres d'agression contraires au droit international;

- le rôle de précurseur joué par l'Allemagne, non seulement dans l'élargissement à l'Est de l'UE (avec le commissaire allemand à l'élargissement Günther Verheugen), mais aussi dans l'OTAN;
 - son rôle de précurseur dans le soi-disant partenariat oriental de l'UE et donc dans l'accès aux Etats limitrophes de la Russie – tout en évinçant délibérément la Russie;
 - son rôle dans le changement anticonstitutionnel de gouvernement en Ukraine en février 2014;
 - le faux jeu allemand avec les accords de Minsk: aucune tentative sincère de trouver une solution pacifique en Ukraine, mais des préparatifs de guerre contre la Russie.
- Certes, ce ne sont jamais les Allemands dans leur ensemble qui répondent de ces faits ni les élites allemandes au pouvoir dans leur ensemble. Le chancelier Kohl, le chancelier Schroeder et une partie importante du SPD, par exemple, n'ont pas misé sur la confrontation avec la Russie, mais sur les avantages économiques (et politiques) d'une bonne relation avec ce pays et son gouvernement. De tels intérêts existaient également dans l'économie allemande. Mais à long terme, ne s'agissait-il pas que de voies secondaires?

Les seigneurs de guerre à Berlin – et leurs dames

Dans les faits, les tentatives de convaincre le gouvernement allemand par des arguments n'ont pas non plus porté leurs fruits. Ces arguments vont majoritairement dans le sens que la Russie mène une guerre pour défendre les Russes et la Russie contre une Ukraine rendue belliqueuse et surtout contre un Occident agressif et que les responsables en Ukraine instaureraient pas à pas – même avant le 24 février 2024 – une dictature nationaliste extrême qui n'a rien à voir avec la «liberté», l'«Etat de droit» et la «démocratie»³. Car les

véritables seigneurs et dames de guerre ne résident pas seulement à Washington, il y en a aussi à Berlin. La Seconde Guerre mondiale a déjà montré que l'on se sert de régimes fascistes pour faire la guerre. L'anti-bolchévisme d'Hitler n'était pas seulement une affaire allemande. Sous de nouvelles constellations, l'histoire se répète.

Préjugés

Cette fois-ci, la politique allemande a réussi à éviter une guerre sur deux fronts comme c'était le cas lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Elle a réussi à faire croire, à une grande partie de la population allemande (à l'aide de désinformations et de propagande massives) qu'on aidait un petit pays attaqué sans raison («sans provocation») se battant pour rien d'autre qu'une vie en liberté et en démocratie pour ses paisibles citoyens; tout cela contre un agresseur surpuissant et dictatorial méprisant le peuple. Dans ce narratif, on ne souhaite en fait rien d'autre que la paix, on veut éviter toute escalade, mais on se trouve face à la nécessité de tout faire pour que «l'agresseur» perde sa «guerre d'agression brutale» (ce qui se résume à «faire la paix avec toujours davantage d'armes»).

Le fait que cette désinformation et cette propagande puissent avoir un impact sur de nombreuses personnes en Allemagne est également lié aux vieux préjugés profondément ancrés à l'égard de la Russie et des Russes exploités amplement dans notre pays – bien plus fortement dans sa partie ouest que dans l'Est. Les nombreuses voix qui s'élèvent contre la guerre dans la partie Est de l'Allemagne, et qui ne proviennent guère d'«extrémistes», montrent que les horloges fonctionnent différemment à l'Est (voir encadré).

Y a-t-il des perspectives salvatrices?

Le 8 avril 2023, RT DE a titré: «Pourquoi l'Occident mérite un coup de poing dans la figure». Face à cela, en Occident et surtout

en Allemagne, il faudrait que des millions de manifestants se rangent activement derrière un appel comme celui de la conférence de paix de Berlin qui revendiquait le «Dialogue au lieu des armes – paix avec la Russie» (voir page 6). Mais le temps pour réaliser un tel mouvement s'écoule.

La question du rôle de l'Allemagne en Europe est d'une importance capitale. La revendication souvent soulevée selon laquelle l'Europe doit se détacher des Etats-Unis et suivre une voie indépendante dans la politique mondiale ne peut avoir de sens que si cette voie indépendante se définit comme la voie du droit international, de l'égalité des droits de tous les Etats et peuples, de la coopération et de la paix. A cet égard, il convient de poser des questions très critiques à la politique allemande des 30 dernières années. Ces questions s'adressent également à d'autres Etats européens. Elles se posent notamment à l'Allemagne puisque, cette dernière s'arroge le «leadership» dans cette Europe UE qui ne fait aucunement preuve de sensibilité envers les autres Etats européens, au moins depuis la crise financière de 2008. Nombreux se souviennent encore du Ministre des Finances Steinbrück et de sa bétise de 2009 qui consistait à menacer, devant les caméras, la Suisse de lui envoyer «la cavalerie», ainsi que des diktats allemands dans la crise de l'euro depuis 2010 (dans le style d'un Volker Kauder, président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag allemand, qui a dit avec satisfaction en 2011: «Ces temps-ci [...] on parle allemand en Europe»).

Dans ce contexte, selon toute vraisemblance, les conditions allemandes doivent subir une transformation fondamentale; sinon l'Europe, même celle s'étant débarrassée du diktat états-unien, ne pourra jamais se transformer en promoteur de la paix, rôle qui lui conviendrait mieux que celui qu'elle joue actuellement.

¹ <https://www.anti-spiegel.ru/2023/deutschland-liefert-zwei-drittel-der-fast-300-westlichen-panzerfuhrer-kiew/> du 05/04/2023

² Aujourd'hui, on a largement oublié que c'est le Ministre allemand de la Défense Volker Rühe (CDU) qui a fait pression en faveur d'un élargissement de l'OTAN vers l'Est à partir de 1993, d'abord contre les réserves du président américain de l'époque Bill Clinton. Dans les années 1993-1994, années décisives pour l'élargissement vers l'Est, son prédécesseur, l'homme politique CDU Manfred Wörner, était secrétaire général de l'OTAN.

³ cf. actuellement, entre autres, <https://global-bridge.ch/in-der-ukraine-wird-unter-dem-laerm-des-kriegs-eine-oligarchische-diktatur-errichtet/> du 02/04/2023 et <https://www.nachdenkseiten.de/?p=96200&pdf=96200> du 11/04/2023

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

«Osons davantage d'humanité!»

Intervention lors du forum «Le dialogue au lieu des armes – Paix avec la Russie» du 27 mars 2023 à Berlin

par Wolfgang Effenberger

km. Dans leurs réponses aux questions de savoir qui et ce qu' a provoqué la guerre en Ukraine ainsi que comment y mettre fin, ceux qui se sont un jour appelés «mouvement pour la paix» en Allemagne ne sont pas unanimes. Le spectre s'étend de la demande de livraison d'armes à l'Ukraine (même dans les églises officielles allemandes autrefois pacifistes) à l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat suivi de négociations de paix. Dans ce débat, l'attachement à des positions idéologiques et partisanes ainsi que la marginalisation et l'exclusion sont caractéristiques.

Le 27 mars 2023, le «Ostdeutsche Kuratorium der Verbände» (OKV) – auquel on reproche d'être «hostile à l'unification de l'Allemagne», mais qui insiste à s'engager pour «l'unité intérieure du peuple allemand» – avait saisi le fait de la publication de deux lettres ouvertes d'anciens militaires de haut rang de la RDA et face à leur grand écho comme occasion pour inviter des conférenciers d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest¹ défendant des positions issues de conceptions du monde divergentes. Il s'est avéré qu'il se sont montrés pourtant d'accord sur le fait que la guerre en Ukraine représente un danger massif pour la paix mondiale et que tout doit être fait pour parvenir à la «paix avec la Russie» – non pas suivant «la contrainte supputée de se démontrer ainsi «amis de la Russie», mais par l'impératif de la raison» – comme l'a affirmé Rainer Rupp, ancien agent de la RDA auprès de l'OTAN et actuel publiciste, à l'ouverture de la conférence. Nous documentons dans ce qui suit l'intervention de l'ancien officier de la Bundeswehr et actuel publiciste Wolfgang Effenberger ainsi que la déclaration finale de la manifestation pour la paix.



Wolfgang Effenberger (photo mad)

Chers amis de la paix, Merci pour l'invitation. Et merci aux généraux Manfred Grätz et Sebald Daum, sans leurs courageuses lettres ouvertes, ce forum n'aurait probablement pas lieu.

Je suis né en 1946 dans le sud de l'Oldenbourg, deux mois après l'expulsion de mes parents de Silésie, et je suis devenu soldat à l'âge de 18 ans. Jeune capitaine en 1973, j'ai eu un aperçu du champ de bataille nucléaire lors de mon affectation en tant qu'officier de l'OTAN pendant la guerre froide. Conseiller en matière de l'efficacité de notre armée de l'époque, j'ai rédigé des ordres sur le papier rougeâtre dont on se servait habituellement, dans ce cercle, dans les cas d'urgence.

Au verso, je recopiais mes missions qualifiées alors de secrètes et dont une partie se résumait ainsi: explorer les points de blocage de l'ADM²; élaborer des analyses d'impact d'armes de destruction massive; préparer des interventions sur les ADM...

En «cas de défense», comme on appelait de telles activités alors, j'aurais dû conduire une section de blocage nucléaire.

Face à cette volonté évidente des Etats-Unis d'accepter la potentielle dévastation nucléaire en Europe centrale, j'ai vite compris que la paix dans la liberté devait constituer la priorité absolue. Elle est la condition d'une vie digne. La liberté et la vérité sont des conditions fondamentales pour la paix. Dans la guerre, il n'y a ni liberté, ni vérité, ni démocratie, seulement une souffrance inimaginable des deux côtés!

En 1989, j'espérais qu'une véritable paix s'installerait enfin en Europe. Mais ces espoirs ont été déçus. La Russie a été pillée et, contrairement aux promesses, l'OTAN s'est constamment étendue vers l'est, dans la logique qui allait jusqu'au coup d'Etat en Ukraine.

La première victime de la guerre est toujours la vérité. J'en ai été le témoin temporel qui a directement vécu ces évolutions lors des guerres illégales des Etats-Unis au Vietnam, en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie.

Aujourd'hui, les conditions d'une société libre et démocratique n'existent que dans une dimension très restreinte.

Le dialogue plutôt que les armes – pour la paix avec la Russie

Nous, les participants à ce forum, appelons toutes les personnes éprises de paix à se joindre à notre protestation contre la guerre et à notre appel pour une paix juste.

Vu le grand danger que courent actuellement nos peuples, l'heure n'est définitivement pas aux querelles sur les différences politiques partisanes et les orientations socio-politiques à privilégier. Nous devons nous concentrer sur ce qui nous unit!

L'avenir de nos enfants et petits-enfants ainsi que la préservation de la vie humaine sur notre planète exigent que l'Allemagne et son économie ne soient pas victimes d'une politique qui suit la devise d'un «ordre fondé sur des règles» (occidentales), résolue à «détruire» la Russie et qui se prépare à la guerre contre la Chine.

Les Etats-Unis et l'OTAN sont présents aux frontières de la Russie avec toute leur puissance militaire, ils arment Taïwan contre la Chine, menaçant ainsi la sécurité de la Fédération de Russie et de la République populaire de Chine.

Cette politique se poursuit, accompagnée de guerres économiques, financières et médiatiques, de sanctions enfreintes au droit international et de fausses informations, ce qui mène à un démantèlement de la démocratie et de la liberté d'expression.

L'affiché «ordre mondial fondé sur des règles» (celle de l'Occident) se caractérise par une double morale. En réalité, cette affiche cache une politique de guerre impériale, menée par les Etats-Unis. Pour cela, des peuples entiers payent le prix du sang, perdant leurs acquis sociaux durement acquis. Depuis 1999, année de la guerre d'agression illégale contre le reste de la Yougoslavie, les Etats-Unis mandatent eux-mêmes leurs interventions guerrières avec l'étiquette qu'ils dénomment «ordre international fondé sur des règles».

Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans une guerre par des mensonges, comme cela a été le cas en 1999 lors de la guerre en Yougoslavie. Comme toujours, les intérêts économiques et géopolitiques se cachaient derrière les formules habituelles de liberté et de démocratie. Les intérêts économiques et géopolitiques ont pourtant été expliqués ouvertement, fin avril 2000, lors d'une conférence du Ministère américain des Affaires étrangères sur les Balkans et l'élargissement de l'OTAN vers l'Est (à Bratislava en l'occurrence) où l'on a affirmé qu'il s'agissait, «face à l'élargissement de l'OTAN, de rétablir la situation spatiale entre la mer Baltique et l'Anatolie telle qu'elle était à l'apogée de l'expansion romaine». Dans ce but, la Pologne devait «être entourée d'Etats démocratiques au nord et au sud», la Roumanie et la Bulgarie devant «assurer la liaison terrestre avec la Turquie et la Serbie qui elle, devait être exclue durablement du développement européen.» Dès lors, ce plan est systématiquement mis en œuvre.

Le camp américain de Bondsteel [un des points stratégiques OTAN de haute importance en Europe, situé au Kosovo, adr.] assure la présence militaire américaine depuis le Kosovo jusqu'au Cachemire, et ceci pour 99 ans. La guerre de Yougoslavie a donc fait ressortir de la lampe le mauvais génie issu de la mégalomanie du maréchal polonais *Pilsudski* qui, il y a 100 ans, aspirait à un espace immense s'étendant de la mer Baltique à la mer Noire, dominé par la Pologne.

Le 21 juillet 2021, les Etats-Unis et l'Allemagne se sont engagés à garantir la souveraineté et la sécurité énergétique de l'Ukraine et à développer «l'initiative des trois mers» à laquelle s'ajoute désormais la mer Adriatique. Désormais, c'est la Pologne devenu l'ancrage géostratégique du porte-avions américain en Europe.

Depuis que les Etats-Unis n'ont pas obtenu, en 1999, de mandat de l'ONU, au moment du déclenchement de leur guerre contre la Yougoslavie, ils pratiquent «la solution» de «mandater» leurs guerres en leur propre compétence. Ce qui montre dans quelle mesure ils ont intégré le régime de la loi du plus fort.

Lors du Festival de la paix de Berlin, en juillet 2009, j'ai pris la parole sur le thème «De nouvelles guerres pour les matières premières?»

Mes sujets étaient la guerre du Kosovo en tant que changement d'époque, le retour de la

La guerre en Ukraine, elle aussi planifiée depuis longtemps et commencée au plus tard en 2014, se déroule tristement sous nos yeux, chaque jour.

En tant que belligérante, l'Allemagne contribue en première ligne à l'escalade de cette guerre en fournissant des armes, de l'argent et de la formation militaire. Elle s'arme, prépare sa population à la guerre et persécute les militants pacifistes. Elle attise l'hostilité envers la Russie par la haine et l'agitation. Ainsi, le gouvernement viole son serment officiel [notamment l'article 56 de la Loi fondamentale qui le sollicite à «se consacrer au bien-être du peuple allemand» et à «détourner du dommage...»]. De plus, il viole l'obligation la plus importante de la Loi fondamentale: le principe de paix [article 26 de la Loi fondamentale] qui doit régner sur toute ses actions. La politique dont il fait usage mène à une guerre mondiale qui ne connaîtra pas de vainqueur.

C'est pourquoi nous:

- élevons la voix pour stopper la spirale de la guerre,
- protestons contre le soutien allemand à la prolongation de la guerre
- exigeons la fin de cette course à la guerre par une paix juste qui garantit la sécurité de la Russie et une Ukraine antifasciste pacifique sans l'OTAN.

Cette fois, n'attendons pas qu'il soit trop tard!

Nous manifestons d'une seule voix en faveur de la paix, afin qu'elle devienne plus forte et gagne en puissance à grande échelle.

Berlin, le 27 mars 2023

Source: <https://fdvr.de/wpcontent/uploads/2023/04/Entschliessungend.pdf>

(Traduction Horizons et débats)

politique de puissance ainsi que la militarisation de l'UE. Avec l'article 42 du traité de l'UE, ses missions militaires «pour la sauvegarde des valeurs de l'Union et au service de ses intérêts» deviennent nos réalités. En clair, cela signifie: des guerres d'agression pour défendre ses intérêts économiques et stratégiques.

En 2010, j'ai reçu ma première invitation au symposium de Dresde. C'est avec plaisir que je me souviens du professeur *Ernst Woit*, colonel, qui m'a invité à plusieurs reprises en tant qu'intervenant, mais aussi personnellement. Les documents de travail du groupe d'études de Dresde traitaient tous des thèmes novateurs. En 2011 par exemple, ils étaient intitulés «Sécurité collective multipolaire au lieu de la Pax americana». Depuis, je m'engage, notamment au travers de mes livres, pour un ordre de paix multipolaire. C'est le cas, par exemple, dans «Wiederkehr der Hasardeure» (Le retour des hasardeurs), réalisé en collaboration avec *Willy Wimmer*: Paru en juillet 2014, nous y notions à l'avant-propos: «Les cercles qui instrumentalisaient les conflits nationaux pour servir leurs intérêts il y a cent ans sont à nouveau à l'œuvre aujourd'hui. Une fois de plus, on joue au poker sans scrupules, en acceptant à bon compte le risque d'une guerre mondiale et, par conséquent, de nouvelles souffrances incommensurables.» En 2016 a suivi le livre «Geoimperialismus – die Zerstörung der Welt», en 2020 «Schwarzbuch EU & Nato – Warum die Welt keinen Frieden findet» et, en 2022, «Die unterschätzte



ISBN 978-3-943007-41-1

Macht. Von Geo- bis Biopolitik. Plutokraten transformieren die Welt».

Le 21 septembre 2022, lors de la «Journée internationale de la paix dans le monde», à Vienne, sur la place des Droits de l'homme, j'ai pris la parole en tant qu'ancien militaire de l'armée fédérale allemande. Je m'y trouvais en compagnie de colonels et de généraux de l'armée fédérale autrichienne, à la retraite et en activité. Ils ont clamé haut et fort le maintien de la neutralité de l'Autriche, ancrée dans la loi. Alors qu'au printemps 1952, la République fédérale d'Allemagne a rejeté l'offre de neutralité de *Staline* en faveur de son intégration à l'Ouest, les Autrichiens se sont donné leur neutralité perpétuelle au niveau constitutionnel en 1955.

Le 27 octobre 2022, l'administration *Biden* a adopté sa nouvelle stratégie de sécurité nationale. En premier lieu, elle est hantée de l'idée de l'existence de la menace multidisciplinaire croissante issue de la Chine et de son présumé défi dans la région indopacifique ensemble avec celui lancé prétendument par la Russie envers l'Europe. Sur le même stéréotype de menace, elle en vient ensuite au Corée du Nord et à l'Iran. Dans la nouvelle stratégie nucléaire, toute allusion à la renonciation à une première frappe nucléaire est inexistante. Par contre, les documents du Congrès américain du 15 novembre 2022 font état de la nouvelle stratégie de sécurité nationale en ces termes: «Les Etats-Unis sont une puissance mondiale avec des intérêts mondiaux. Nous sommes les plus forts dans chaque région parce que nous sommes également engagés dans les autres régions.»

A cela, ce même document du Congrès ajoute: «[...] les décideurs politiques américains poursuivent l'objectif d'empêcher l'émergence d'hégémonies régionales en Eurasie [...]; les opérations militaires des Etats-Unis pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale ainsi que de nombreuses opérations militaires américaines et des opérations de routine depuis la Seconde Guerre mondiale [...] ont [...] contribué à cet objectif dans une mesure considérable.»

Depuis un siècle, il s'agit avant tout d'accroître la richesse d'un groupe de tycoons à la City de Londres et à Wall Street. Un coup d'œil sur les flux financiers actuels le confirme. Ainsi, les élites financières aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne semblent peu intéressées par un règlement du conflit ukrainien. Aujourd'hui, ces mêmes cercles souhaitent nous mener vers une troisième guerre mondiale.

Il serait tragique que l'appel de *Thomas Mann* de 1953, lancé par la radio aux auditeurs européens, ne soit toujours pas entendu. En exil aux Etats-Unis, il avait reconnu la tendance des Etats-Unis à «traiter l'Europe comme une colonie économique, une base militaire, un glacis dans la future croisade atomique contre la Russie, un morceau de terre certes intéressant du point de vue de son passé culturel et donc digne d'être visité, mais dont on se fichera de sa ruine complète lorsqu'il s'agira de lutter pour la domination mondiale.»

Le 22 mars, le président chinois *Xi* a fait ses adieux à Moscou en déclarant: «Ces temps-ci, nous assistons à des changements qui n'ont pas eu lieu depuis 100 ans. Si nous sommes ensemble, nous faisons avancer ces changements.» Il est évident qu'il fait référence aux changements qui vont dans le sens d'un monde multipolaire.

Le globe ne doit plus être le jouet d'une oligarchie financière irresponsable qui prépare le terrain à une exploitation impitoyable. Abandonnons le discours désastreux qui partage le monde en Bons (s'est nous) et en Mauvais (c'est le reste), bons pour les poubelles de l'histoire! Bannissons la guerre! Et surtout: osons davantage d'humanité! Merci beaucoup!

¹ voir pour la couverture entière du forum <https://www.nachdenkseiten.de/?p=95840> du 03/04/2023 (n.d.l.r.)

² ADM est l'abréviation du terme militaire anglais «atomic demolition munition», usuel pour la désignation d'armes nucléaires tactiques. On les désigne également de mines atomiques, de mines nucléaires ou de mines terrestres nucléaires (n.d.l.r.)

(Traduction Horizons et débats)

Sismographies de notre perturbation culturelle

Au sujet d'un des derniers textes de Marie Luise Kaschnitz

par Peter Kùpfer

En rangeant, je suis tombé sur un livre de poche qui, dans mon jeune temps, m'avait fait forte impression. Il s'agit d'un recueil de textes courts et percutants, un sorte d'étincelles textuelles, des fragments de conscience sur ce qui envahissait nos cerveaux dans les années 70 du 20^e siècle, quand ils ont été écrits – et les répercussions intimes que cela provoquait chez l'auteur. En relisant brièvement certaines pages, je suis resté une fois encore abasourdi, voire bouleversé, souvent même angoissé, autant que lors de ma première lecture. Ce qui m'a le plus troublé lors de cette relecture, c'est que dans ces «flashes» du quotidien l'angoisse réside dans le fait qu'aujourd'hui on peut les voir comme l'annonce ou le pressentiment de la rupture de digue culturelle déjà amorcée à l'époque et devenue, plus de 50 ans après la publication de ce livre, une réalité tangible à bien des égards. Une femme-écrivain remarquable, Allemande, l'avait à l'époque ressentie et traduite en paroles. Mais où sont-elles à présent, de telles voix? Je ne veux même pas parler ici des hommes (et femmes!) politiques allemands et européennes, bien que notre destin à nous tous dépende dramatiquement plus d'eux que d'une écrivaine moderne à la sensibilité inébranlable.

«...tout cela reste en suspens, complètement en suspens»

Il s'agissait du petit livre «Steht noch dahin» (...Cela reste en suspens) de l'écrivaine allemande Marie Luise Kaschnitz (1901-1974), considérée à juste titre comme l'un des écrivains allemands les plus connus de l'Après-guerre, lauréate du prix Büchner, à l'époque encore très considéré. Impossible de classer ces textes courts et très travaillés dans les registres littéraires habituels. *Elsbeth Pulver*, critique littéraire suisse, qualifiait le livre de «recueil de courts textes en prose (réflexions, histoires courtes, paraboles, rêves)». Selon elle, dans ces textes, le «je» de l'auteur apparaissait comme un «individu vieillissant [...] se voyant sans cesse contraint de porter attention et de réagir à ce qui se passait autour de lui».²

En lisant ces textes, nous faisons l'expérience d'une présence mentale exceptionnelle, de grande sensibilité, qui ne se contente pas de rapporter des faits, mais prend prétexte d'éléments du quotidien pour les examiner au plus près et les placer dans des rapports surprenants. Chez Kaschnitz, les choses se produisent souvent de manière onirique et intuitive, en «éclair» réfléchis par une conscience qui cherche à les définir plus précisément, le texte se muant ainsi en sismographe sensible aux secousses humaines, vestiges et sigles de «l'air du temps». Une rareté dans les médias et la littérature d'aujourd'hui, centrés sur les apparences et les tabous à casser (si toutefois il en existe encore qui ne le soient pas déjà).

Dès les premières lignes du texte qui a donné son titre au recueil, «Steht noch dahin», (... c'est encore en suspens) nous sommes happés par son rythme saccadé²:

«Si en effet nous réussissons à l'échapper belle, que nous puissions en sortir sans être torturés, que plus tard nous mourons de notre belle mort, que nous ne crevons pas de faim, que nous ne devons pas une fois de plus fouiller les poubelles à la recherche d'épluchures, que nous sommes pas menés comme du bétail et tout ça, nous l'avons déjà vu [...]»

Rien que ce «nous» nous fait déjà couper le souffle. Mais quoi, ces destinées tragiques dont fait état le texte, bien sûr cela peut advenir, mais cela n'arrive qu'aux autres, pas à nous! La génération de Marie Luise Kaschnitz (née en 1901) a pourtant vu cela, comme le texte le dit, beaucoup d'amis de l'auteur l'ont même vécu de près. Il suffit de se rappeler les réalités – celles de la Première Guerre mondiale, les années de crise (qui ont été des années de famine pour beaucoup d'Allemands), puis le régime national-socialiste avec son génocide de la population juive, mais aussi ses persécutions et massacres organisés des gens du voyage, des handicapés, des témoins de Jéhovah et d'autres opposants à la guerre, des socialistes, des chrétiens et des communistes,

«Essentiellement, mes poèmes étaient l'expression de la nostalgie d'une ancienne innocence ou de l'aspiration à une existence réorganisée par l'esprit et la compassion [...] Partout, j'ai seulement essayé d'attirer le regard du lecteur sur ce qui est important pour moi, les possibilités merveilleuses et les dangers mortels de la condition humaine et sur la plénitude bouleversante du monde. Je n'ai jamais voulu débiter de la consolation à bon prix, que certains lecteurs attendaient du poème. Et si mes vers [...]

étaient compréhensibles, cela vient du fait que mon chemin dans la poésie m'a conduit de la nature à l'homme et que je n'ai jamais oublié que je m'adressais à des êtres humains, ceux qui ne craignent pas l'effort de ce qui est inhabituel et de ce qui nécessite, pour le comprendre, une certaine persistance.»

Extrait de: Discours de remerciement de Marie Luise Kaschnitz (1901-1974) à l'occasion de la remise du prix Georg Büchner 1955

(Traduction Horizons et débats)

puis l'apocalypse de la destruction de l'Allemagne dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale. Ce bombardement destructeur et meurtrier des grandes villes allemandes ne relevait plus d'un objectif militaire mais obéissait uniquement à la volonté de terroriser la population civile allemande, l'un des nombreux crimes de guerre impunis, commis cette fois-ci par l'autre camp, pourtant accueilli en vainqueur.

Mais «voir», dans les années 70, ce fut en effet voir concrètement aussi et, grâce à la télévision omniprésente, que les mêmes événements se reproduisaient sans fin, même si c'était à quelques centaines ou milliers de kilomètres de l'Europe. Était-ce pour autant moins douloureux? Telle est la question implicite, posée par l'écrivaine qui semble attendre nos réponses.

Devons-nous tous apprendre un code secret?

C'est ainsi que se poursuit, dans son texte, l'énumération de ce qui nous menace encore peut-être:

«[cela reste en suspens...] que nous n'aurons pas à réapprendre à communiquer [d'une cellule à l'autre] en «alphabet quadratique», à épier notre prochain, et à pleurer en entendant le mot de liberté.»

Kaschnitz mentionne ici le code secret pratiqué dans le monde entier en frappant sur les murs ou les radiateurs de la cellule, selon le langage international propre aux détenus dont beaucoup, à l'époque, étaient membres de groupes illégaux ou d'organisations secrètes. Nous, les hommes d'aujourd'hui, pensons aussi aux audacieux qui croupissent depuis des années en prison pour la seule raison qu'ils ont mis en lumière le tissu de mensonges qui repose actuellement sur les motifs de politique mondiale de puissance. Aujourd'hui, ils sont traités comme des traîtres à la nation, *Julian Assange*, *Edward Snowden*, *Chelsea Manning* et malheureusement bien d'autres encore. Ces jours-ci, à Berlin, on a ainsi traité en criminel un courageux orateur qui s'était, lors d'une manifestation, élevé contre la livraison d'armes allemandes (!) en Ukraine. Sa remarque selon laquelle de telles livraisons ne prolongent qu'une guerre sans raison contre la Russie risque d'être poursuivie, étant juridiquement qualifiée d'«apologie de crimes de guerre».



ISBN 978-3-518-06557-2

morts et non-identifiés que l'on trouve souvent en France, monuments dédiés aux «soldats inconnus» tombés pendant les deux guerres mondiales. Le texte du poème en prose décrit, en termes sobres, le colis choquant reçu pour Noël par la reine d'Angleterre pendant la période de famine en Biafra:

«Dans la petite boîte du Biafra, il n'y avait rien de tel [des cadeaux bien intentionnés de la population anglaise reconnaissante à sa reine bien-aimée, PK], mais plutôt le corps d'un petit enfant, tué par une bombe aérienne dont la mère s'était séparée pour le mettre sous le sapin de la reine d'Angleterre, Joyeux Noël et c'est de ta faute.»

Dans un des procédés textuels typiques à Kaschnitz, elle imite par la suite l'état mental d'un contemporain «normal» de l'époque s'intéressant avant tout à la dimension scandaleuse de l'événement, mais malheureusement pas à ses véritables dimensions politiques:

«Je me demande ce qu'il adviendra de ce corps d'enfant, si on l'entertera ou si on le déposera à l'abbaye de Westminster, ce que je trouverais joli [...] les pairs avec leurs petites couronnes, l'archevêque de Canterbury en grande tenue. Les enfants royaux qui posent leur petit bouquet sur le cercueil du bébé, plus tard une pierre tombale, une flamme éternelle, pas très loin du Poet's corner, l'enfant du Biafra, l'enfant inconnu.»

Kaschnitz joue ici magistralement avec la perception totalement sentimentale de l'événement ainsi que des deux possibilités laissées au gouvernement dans le traitement des vérités désagréables. Soit on les balaise sous le tapis, soit on les dirige vers la voie hypocrite et on fait semblant d'être «désolé», en tirant profit de tous les clichés, le sentimentalisme permettant aujourd'hui d'en recouvrer toute véritable compassion.

«Toi aussi, tu es concerné!»

Les 79 autres textes courts déclinent, chacun sous une forme très particulière, cette thématique. Des incidents que nous «connaissons» par les médias ou dans notre quotidien sont passés en revue, non pas dans leur ensemble, mais comme des instantanés, mais parlants, placés aussitôt dans leur contexte, réel ou suggéré. Ces allusions renvoient toujours à l'élément central, l'«Ecce homo» (voici l'homme), avec l'appel, souvent caché et toujours incontournable: cher lecteur, chère lectrice, c'est l'homme qui se comporte de telle ou telle manière. C'est toi, aussi. Qu'en penses-tu? Presque tous les textes y réunissent ce genre de questions sous-jacentes. C'est justement là que réside leur radicalité qui ne vise pourtant pas la politique quotidienne ou l'émotion pure, mais la préoccupation humaine. *Tua res agitur* – il s'agit aussi de toi, c'est cela leur message réapparaissant à multiples variantes. Il faut des nerfs pour lire ces courts textes, mais ce n'est pas le frisson superficiel à la mode ces temps-ci, c'est le nerf central de notre manière de concevoir qui est visé – les repères de ce qui nous est resté de notre compassion, de notre humanité.

Le dernier texte est d'ailleurs consacré au chant du merle. Il fait les homélies de la vitalité des bonnes forces, celles de la nature dont l'espèce humaine fait toujours partie, même si nous n'en sommes pas assez conscients. Les forces innées à nous qui nous permettent de nous sentir véritablement concernés sont plus fortes lorsque nous nous réjouissons. Le fait que nous puissions encore y parvenir «malgré tout», comme en témoignent les merles qui gazouillent tant qu'ils ont encore du sang en eux, reste en principe entre nos mains. Espérons que nous saurons en profiter.

¹ Pulver Elsbeth, v. Sources

² cité d'après l'édition Suhrkamp Taschenbuch st 57, 1979, ISBN 3-518-06557-2 -300, p. 7, traduction Horizons et débats

Sources:

Kaschnitz, Marie Luise. *Steht noch dahin*. Suhrkamp Taschenbuch, édition 1990 disponible, ISBN 978-3-518-36557-1

Pulver, Elsbeth. *Marie Luise Kaschnitz*, dans: *Kritisches Lexikon zur deutschsprachigen Gegenwartsliteratur*, éd. Arnold, Heinz Ludwig, vol. 5

L'actuel ostracisme de tout ce qui est russe a atteint un niveau que l'on doit qualifier de pré-raciste. Où sont les barrières juridiques, les barrières des droits de l'homme qui tiennent encore? C'est là que Kaschnitz, avec 50 ans d'avance, révèle un véritable don de voyance. Elle a également suivi minutieusement les procès d'Auschwitz, frappée de stupeur devant les justifications des accusés affirmant n'avoir fait qu'exécuter les ordres de leurs supérieurs comme la loi l'exigeait. Cette litanie absurde occulte systématiquement le fait que les lois peuvent aussi être illégales, c'est-à-dire au cas où elles «légitimeraient» les infractions commises à l'encontre des droits de l'homme – qui ont cependant valeur de contrainte pour le genre humain tout entier, y compris les gouvernements allemands et américains (la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU en dresse la liste).

Enfin, l'auteur mentionne également le risque, dont beaucoup étaient conscients à l'époque, de déclencher une attaque nucléaire catastrophique pour le monde entier, un danger que certains cercles de nos actuels belligérants refusent de reconnaître. Un tel degré de refoulement relève toutefois de la folie, comme le rappelle la fin du texte de Kaschnitz:

«Que nous nous échappions à temps sur un lit blanc ou que nous périssons dans un éclair nucléaire cent fois répété, que nous soyons capables de mourir en gardant espoir – tout cela reste encore en suspens, complètement en suspens.»

C'est sur ce constat désillusionné que se termine le court poème en prose, qui laisse la porte ouverte à tous les possibles, même à l'éventuelle catastrophe – éventuellement évitable. Eventuellement, avec un grand «si jamais...».

Ces enfants du Biafra mourant de faim

Dans les années 70, tout le monde parlait d'une guerre extrêmement meurtrière en Afrique. A l'époque aussi, la guerre du Biafra, qualifiée de guerre civile, était en réalité déjà une guerre par procuration, comparable en cela à celle d'aujourd'hui. Le Biafra est une région du Nigeria où l'ethnie Ibo est dominante. Elle a ses propres traditions, de confession majoritairement chrétienne alors que le reste du pays est majoritairement islamiste. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle la province du Biafra (comme le Donbass en Ukraine) a posé des exigences de semi-autonomie au gouvernement central. Elles ont été ignorées et l'ethnie Ibo a fomenté un coup d'Etat contre le gouvernement central autoritaire. L'ancienne puissance coloniale (la Grande-Bretagne) a par la suite soutenu le gouvernement central, qui, au cours d'une longue guerre, a finalement réussi à dominer la province sécessionniste du Biafra, à renverser ses dirigeants et rendre les autonomistes dociles. Cela a été précédé d'un isolement presque total, d'un bombardement à grande échelle par des avions de combat anglais, d'un embargo et de sanctions économiques qui ont plongé la province du Biafra dans la famine, ce procédé inhumain entraînant un grand nombre de victimes, surtout des enfants. A l'époque, seule l'organisation internationale Caritas a pu intervenir pour atténuer quelque peu la situation d'urgence.

Cet arrière-plan apparaît dans un court texte au milieu du livre. Son titre révèle déjà que le message de l'auteur se place à différents niveaux de sens, «Enfant inconnu» (texte 28). Il fait allusion aux monuments aux soldats

Le plaisir de planter et de cultiver des plantes vivaces et des fleurs locales

par Claudia Meier

Quelle amoureuse de la nature et quel ami du jardin ne rêvent pas de plantations dont la splendeur des couleurs et des formes réjouissent les yeux pendant des mois, qui ont une odeur merveilleuse et dans lesquelles s'épanouissent une multitude de petites bêtes qui rampent, courent, bourdonnent et volent? Les plantes vivaces et les fleurs indigènes offrent amplement de tout cela. Des pots et des surfaces de plantes vivaces et de fleurs servent d'espaces de repos et de rencontres et font vivre des expériences de la nature extraordinaires aux petits et aux grands.

Qu'entend-on par plantes sauvages locales?

Les plantes vivaces indigènes sont des plantes pluriannuelles qui se sont implantées chez nous après la dernière époque glaciaire, il y a donc plus de 10000 ans. Les plantes indigènes sauvages sont adaptées au mieux, à notre nature et à nos conditions environnementales. C'est pour cette raison qu'elles demandent peu de soins, qu'elles sont robustes et peu exigeantes. Les espèces animales et végétales indigènes forment des organismes de vie d'ensemble de grande valeur dans lesquelles elles profitent les unes des autres de manière optimale.

Il ne faut pas confondre les plantes vivaces avec les buissons et les arbustes. Les plantes vivaces se développent uniquement pendant la période de végétation, du printemps à l'automne. Avec l'arrivée de l'hiver toutes leurs parties au-dessus de la terre se flétrissent. Au printemps, avec les températures qui montent, les pousses sortent de la souche, de leur racines, de leurs tubercules ou d'un autre réservoir. Ce cycle se répète année après année. L'exemple le plus connu est celui des perce-neiges. Beaucoup de plantes vivaces sont utilisées comme tisane,

comme épices ou elles nous font tout simplement plaisir dans un bouquet de fleurs.

L'embaras – ou plutôt la joie de choisir

La floraison des plantes et des fleurs indigènes dure des premiers jours du printemps jusqu'à tard dans l'automne. En hiver, les tiges sèches et les graines ont une beauté naturelle particulière, permettant aux chrysalides des insectes de survivre.

Que ce soient des *Campanules*, des *Molènes*, des *Mauves* ou du *Millepertuis* – elles sont toutes belles. Qu'on les admire dehors, sur le bord de la fenêtre ou du balcon, sur la terrasse, autour de la maison ou dans le jardin – les fleurs indigènes font plaisir et charment tout le monde. Qu'elles soient dans une caisse, un pot ou un jardin ne joue aucun rôle. Mais pour choisir bien «ses plantes», il faut se familiariser un peu avec leurs formes, leurs couleurs ainsi que le temps et la durée de leur floraison. Où poussent-elles le mieux, et selon quelle «logique» naturelle?

Pour commencer, on regarde l'emplacement de la plantation: Est-il ensoleillé, à mi-ombre ou plutôt ombragé? Pour la plantation dans un jardin, la question du sol s'ajoute, s'il est riche ou non en substances nutritives, humide ou sec. Une fois que les conditions de l'emplacement sont claires, on peut commencer à choisir les plantes adaptées et à réfléchir à l'utilisation qu'on veut en faire. La couleur, la forme, le début de floraison et la durée de floraison des plantes vivaces jouent un grand rôle pour le choix.

Préparation du sol et plantation des plantes vivaces

Il est important de bien préparer la terre. Bien que les plantes vivaces soient robustes, elles ne

pousseront guère si la place est déjà occupée par trop d'autres plantes. Pour la préparation, on enlève les restes de l'ancienne plantation, on sort ses racines de la terre autant que possible et on l'ameublir. On émiette ensuite la surface avec un râteau pour obtenir une surface lisse. Les plantes vivaces bien arrosées peuvent alors être réparties sur toute la surface à une distance suffisante: Les plantes hautes sont le mieux mises en valeur à l'arrière ou au milieu du groupe et les plantes basses au bord ou au premier plan. Vient finalement le temps de les planter et de bien les arroser.

L'art de cultiver

Après la plantation, il est recommandé d'arracher, si nécessaire, les plantes avoisinantes qui font une forte concurrence, pour que les plantes vivaces puissent bien s'enraciner. La première année, en temps de grande sécheresse, il faut les arroser généreusement. Il est également conseillé de mettre des supports aux grandes plantes pour bien les attacher. Dans ces conditions, la plante vivace ne demande plus beaucoup de soins au cultivateur. En automne, une fois les plantes devenues sèches, il faut couper les tiges avec circonspection ou pas du tout encore. Les coccinelles et d'autres insectes qui sont de grande utilité aiment passer l'hiver sur ces tiges. En saison de végétation, ils reviennent toujours à la même place. Les fleurs fanées qui ont des graines et des fruits offrent de la nourriture aux oiseaux affamés et de la semence pour l'année suivante. Il reste du temps pour couper le reste des plantes entre la fin de l'hiver et le début de la période de végétation. En laissant les tiges des plantes coupées sur la terre, les habitants de ces plantes trouvent le chemin de la liberté vers la nature au bon moment.

Variétés d'espèces et biodiversité

Les variétés de plantes vivaces qui ne demandent pas beaucoup de soins attirent souvent une multitude d'animaux qui fréquentent notre jardin. Un grand nombre d'insectes comme les abeilles, les bourdons et les papillons dépendent de ces plantes. En moyenne, plus de dix espèces d'insectes profitent d'une seule plante vivace indigène, situation qui encourage la variété des espèces. Grace aux plantes vivaces les animaux trouvent des refuges, du matériel pour leur nid, de la nourriture et de l'eau. La diversité d'insectes qui vivent dans et avec des plantes vivaces attirent des animaux plus grands aussi se dirigeant volontiers dans le règne florissant des plantes vivaces. Pendant que les fleurs des plantes vivaces livrent du nectar et du pollen aux insectes, des oiseaux, des chauve-souris, des hérissons et d'autres animaux s'en nourrissent. Même tard dans l'année, les fruits et les graines des plantes vivaces offrent des fruits et des graines pour bien des oiseaux et d'autres animaux.



La vipérine pluriannuelle est un régal autant pour les yeux que pour les abeilles. (photo cm.)

Abeilles sauvages et autres insectes comme pollinisateurs importants

La culture de fruits et de légumes ne serait de loin pas aussi riche en rendement sans la pollinisation par les insectes. L'importance de pollinisateurs sauvages, principalement les abeilles sauvages et les syrphes, a longtemps été sous-estimée. Aujourd'hui on sait que, dans les cultures agricoles, plus de deux tiers de toute la pollinisation dépend d'elles. Elles augmentent même la formation des fruits dans des terrains où une multitude d'abeilles sont actives. Les abeilles et les syrphes sont doublement utiles: elles sont les «professionnelles» de la pollinisation et leurs larves dévorent les pucerons en grande quantité. De plus, elles sont composées d'une grande variété d'espèces dont les adaptations spéciales offrent une série d'avantages, comparé aux abeilles à miel. Certaines abeilles sauvages continuent de voler malgré un temps frais, même pluvieux. Elles pollinisent les fleurs laissées de côté par les abeilles à miel. Les abeilles des murs sont considérablement plus efficaces que l'abeille à miel dans la pollinisation des arbres fruitiers.

Pour vivre, les pollinisateurs sauvages comme les abeilles sauvages et les syrphes ont besoin d'une offre riche et continue de pollen de fleurs et de nectar et d'une multiplicité de petites structures pour leurs nidification; elles aiment être situées à courte distance des places prometteuses pour se nourrir.

Pour finir: rappelons-nous le proverbe d'Erich Kästner «Es gibt nichts Gutes, ausser man tut es!» (Il n'existe rien de bon si l'on ne le fait pas – soi-même). Le projet jardinier présenté ci-dessus, réalisable de manière simple permet de vivre dans et avec la nature pendant toute l'année, ce qui nous offre de la profonde satisfaction.

(Traduction Horizons et débats)



La magnifique chicorée sauvage est une plante médicinale. Elle aime le chaud et le sec. Comme elle est résistante, elle peut même pousser le long des autoroutes. (photo cm.)



La cardé est un ornement particulier dans le jardin. En automne, ses graines sont volontiers consommées par les chardonnerets. (photo cm.)

Pestalozzi: toute formation repose sur la tête, le cœur et la main

par Marianne Bürkli

Johann Heinrich Pestalozzi (1746–1827), pédagogue et philanthrope suisse, a également été un réformateur de l'école et de la société, un philosophe et un homme politique. Sur le plan pédagogique, son objectif visait à étendre l'éducation populaire à tous, pour que ses bénéficiaires interagissent de manière autonome et coopérative au sein d'une société en démocratie directe. Dans ce concept, l'école populaire avait pour but de former des citoyens véritablement forts, d'éduquer les individus et de les préparer à l'autonomie et à l'entraide dans tous les domaines. Pestalozzi insistait sur l'importance d'un développement équilibré et harmonieux des aptitudes *intellectuelles* (la tête), *morales* (le cœur) et *manuelles* (la main) des enfants. La portée de ses nombreux écrits politiques et pédagogiques est toujours d'actualité.

La tête: Pestalozzi souhaitait une éducation intégrale. *Le cœur:* Seul l'enseignant qui ressent les choses avec son cœur peut saisir la nature profonde de l'élève qu'il a devant lui et de son état d'esprit. Selon lui, les enfants partageant une classe dans laquelle l'enseignant mène les débats, une occasion pour chaque enfant de découvrir le lien social qui les lie à autrui. *La main:* aucun être vivant peuplant notre monde ne peut utiliser ses membres supé-

rieurs – ses mains – de façon aussi diversifiée que l'homme. Nous avons donc l'obligation d'en tirer profit.

J'ai été enseignante de travaux manuels, à présent à la retraite, et je suis étonnée et choquée de constater qu'en Suisse (avec la démocratie directe), les autorités ont supprimé les travaux manuels et les travaux pratiques des matières scolaires à part entière, à l'insu de la population et en l'esquivant. Les élèves adoraient les travaux manuels, ils leur permettaient de se changer les idées comparativement aux matières cognitives. Ils pouvaient fabriquer un objet par eux-mêmes et l'emporter chez eux, une fois le travail terminé. Ils apprenaient des techniques culturelles, traditionnelles et nouvelles comme, par exemple, coudre, tricoter, broder, crocheter et imprimer – ils se familiarisaient également à la manipulation des machines et appareils. En atelier-bricolage, ils apprenaient à scier, poncer, percer; en atelier-cartonnage, à mesurer, découper, coller. Ils intégraient ainsi la dextérité, l'habileté, le soin, la précision, la persévérance et la patience, simultanément et dans une large mesure. Toute la classe travaillait en parallèle en s'encourageant l'un l'autre. Ce travail portait ses fruits car, à leur grande joie, ils pouvaient ramener

chez eux ce qu'ils avaient réalisé. La progression rapide innée aux enfants m'a toujours épatée. En deuxième année, j'avais dans ma classe un garçon qui n'avait certainement jamais tenu de ciseaux de sa vie. Il découpait très maladroitement les formes dans du papier, mais une fois collées, la feuille de calendrier qu'il confectionnait était parée de très jolie couleurs vives. En troisième année, ce même garçon utilisait l'aiguille et le fil avec une dextérité, un soin et une précision qui ne pouvaient que m'émerveiller. L'ancien parcours didactique des travaux manuels était très bien conçu, s'adaptant parfaitement aux étapes du développement mental et physique des enfants. Les travaux étaient toujours conçus pour aller du simple au plus difficile. Les enfants de la sixième classe étaient capables de coudre des vêtements entiers, des sacs de sport en cuir, des motifs sur des serviettes éponges, et d'autres objets assez complexes.

Les activités manuelles permettaient également aux enfants d'exercer leurs capacités de réflexion, comme le suggère la règle didactique générale qui dit que la compréhension se fait d'abord physiquement, puis mentalement, en reconnaissant son but dans ses relations pour finalement saisir son sens. Ou, selon une

autre formule, comprendre veut dire «saisir un objet, le comprendre (par les mains!), concevoir ainsi rapidement ses rapports difficiles, les assimiler par le raisonnement et les saisir ainsi mentalement». En manipulant un objet et en le touchant avec mes mains, j'apprends comment le manier de manière réelle. Dans une activité manuelle, utiliser son cerveau – sa tête comme dit Pestalozzi – est donc intrinsèquement lié au processus d'apprentissage. Face à un nouvel objet, l'enfant (et l'adulte aussi) doit toujours découvrir les différents matériaux qui le composent, les différentes techniques pour s'en servir et ainsi développer son imagination.

Milton Friedman, économiste américain des néolibéraux jurés, a exposé sa pensée étroitement économique dans son livre «Capitalisme et liberté», en 1962. Il y écrit: «Il est insensé de financer des cours scolaires comme les travaux manuels, la vannerie, etc. puisqu'ils rapportent si peu [à qui?]. Si les parents veulent dépenser leur argent pour de telles broutilles, c'est leur problème.» Suite à la malédiction dans laquelle des pays entiers sont tombés dans la misère, nos autorités scolaires ont-elles docilement appliqué leur savoir-faire sur cette bible néolibérale sans mesurer les effets dévastateurs de l'économie néolibérale?